Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

GRANVILLE
NORMANDIE

COMPTES FINANCIERS UNIQUES 2025

- BUDGET PRINCIPAL
- FOYERS DES JEUNES TRAVAILLEURS
- DIRECTION DES SERVICES NUMERIQUES
- LOCATIONS IMMOBILIERES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ TABLE DES MATIERES

❖ Préambule et synthèse 3
❖ Budget principal 5
A. La section de fonctionnement 5
1. Focus recettes 6
2. Focus dépenses 12
3. Les épargnes communales 16
B. La section d'investissement 17
C. Perspectives et conclusion 22
❖ Annexes tableau de synthèse du budget principal 23
❖ Ratios du budget principal 24
❖ Les engagements de la ville de Granville 25
❖ Annexe environnementale 25
❖ Les engagements pluriannuels 28
❖ Budgets annexes 29
I. Foyers des jeunes travailleurs 29
A. La section de fonctionnement 30
B. La section d'investissement 32
C. Perspectives et conclusion 33
❖ Annexes : tableau de synthèse 34
II. Budget du service commun de la direction des systèmes numériques (DSN) 35
A. La section de fonctionnement 35
B. La section d'investissement 37
C. Perspectives et conclusion 38
❖ Annexes : tableau de synthèse 38
III. Budget Locations immobilières 39
A. La section de fonctionnement 39
B. La section d'investissement et le fonds de roulement 39
C. Perspective et conclusion 40
❖ Annexes : tableau de synthèse 41
❖ Glossaire 42

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ Préambule et synthèse

Le compte financier unique remplace le compte administratif et le compte de gestion. Il retrace pour l'année écoulée l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées.

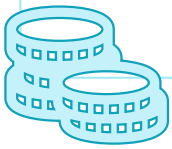
L'analyse financière de ce document comptable vise plusieurs objectifs :

- ✓ Connaître les principales réalisations de l'exercice écoulé, tant en fonctionnement qu'en investissement ;
- ✓ Analyser les évolutions budgétaires de la ville pour déterminer les enjeux à court et moyen termes ;
- ✓ Évaluer la situation de la dette et les épargnes de la ville (elles permettent de déterminer sa capacité à investir) ;
- ✓ Expliquer le budget communal aux différents acteurs (agents, élus, habitants, société civile, etc.) pour renforcer leur pouvoir d'agir.

L'analyse ci-dessous est présentée en mouvements réels, c'est-à-dire en excluant les mouvements d'ordre strictement comptables avec : le budget principal et ses budgets annexes pour unique périmètre.

Les trois faits majeurs de l'exercice 2025

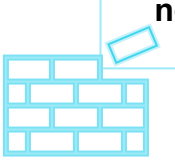
Dette diminuée de 252 007 € (-31€ / habitant)



Epargne nette en baisse mais supérieure à la strate : 214 € / habitant (strate communes normandes de 10 000 à 49 999 habitants 2024 : 121 €)



Un investissement communal supérieur à la strate : 696 €/habitant (strate communes normandes de 10 000 à 49 999 habitants 2024 : 389 €)



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Synthèse

Après un exercice 2024 dégradé, en 2025, la situation financière des collectivités locales semble se rétablir pour retrouver un niveau comparable à l'exercice 2023. La strate communale voit son épargne brute augmenter de +2.9% après une baisse de -3.0% en 2024 pour se stabiliser à 14.6 milliards d'euros. L'épargne nette des communes atteint 8.1 milliards d'euros en 2025 contre 7.8 milliards d'euros en 2024 et 8.2 milliards d'euros en 2023. À l'échelle des collectivités locales, la situation des communes reste satisfaisante en comparaison des départements.

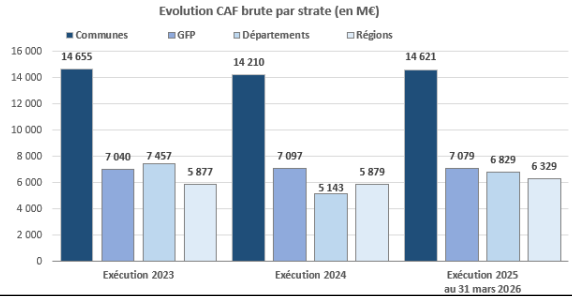
S'agissant des comptes publics, le déficit public atteint 152.5 milliards d'euros, soit 5.1% du PIB, contre 169.1 milliards d'euros ou 5.8% du PIB en 2024. La dette publique atteint 115.6% du PIB fin 2025 contre 112.6% en 2024. La contribution des collectivités locales à la dette publique reste faible. La dette des administrations publiques locales représentait 8.4% du PIB en 1985[1]. En 2025, elle atteint 9.2% du PIB. A titre de comparaison, la dette publique s'élevait à 31.5% du PIB en 1985 contre 115.6% du PIB en 2025. On peut donc en déduire que la contribution des collectivités locales à l'endettement public semble particulièrement limitée. Néanmoins, depuis plusieurs années, les collectivités locales sont appelées à contribuer à l'effort national de réduction du déficit public. Les dernières lois de finances confirment cette tendance avec le gel de l'enveloppe nationale de dotations.

Dans ce contexte, il convient de souligner la bonne santé financière de la ville de Granville. Certes, l'épargne communale diminue légèrement en 2025 avec un début d'effet ciseau constaté mais les cofinancements et les cessions permettent de financer l'investissement communal tout en diminuant l'endettement.

En 2025, l'épargne brute hors cession diminue de -3.3% par rapport à 2024 pour atteindre 4 128 102 € contre 4 271 054 €. La capacité de désendettement 2025 s'élève à 3.00 années contre 2.95 années en 2024, un montant éloigné du premier seuil de vigilance donné à 7 années.

Ce contexte particulièrement sain permet la poursuite des opérations inscrites dans le plan pluriannuel d'investissement. Les dépenses d'équipement de l'exercice s'élèvent à 9 372 148 € contre 8 162 400 € en 2024 comprenant, notamment, les travaux du centre-ville et les travaux de l'espace Pierre et Marie Curie.

Epargne brute (CAF brute) en M€	Exécution 2023	Exécution 2024	Exécution 2025 au 31 mars 2026	Evolution sur la période 2023-2025	*Évolution 2024/2023*	*Evolution 2025/2024*
Communes	14 655	14 210	14 621		*-3,0%*	*2,9%*
GFP	7 040	7 097	7 079		*0,8%*	*-0,2%*
Départements	7 457	5 143	6 829		*-31,0%*	*32,8%*
Régions	5 877	5 879	6 329		*0,0%*	*7,7%*
Total	**35 029**	**32 327**	**34 859**		***-7,7%***	***7,8%***



Graphique 1 : d'après la situation mensuelle comptable des collectivités de mars 2026, on peut constater qu'entre 2024 et 2025, l'épargne brute moyenne des communes a progressé de +2.9%.

[1] https://www.insee.fr/fr/statistiques/8956575

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

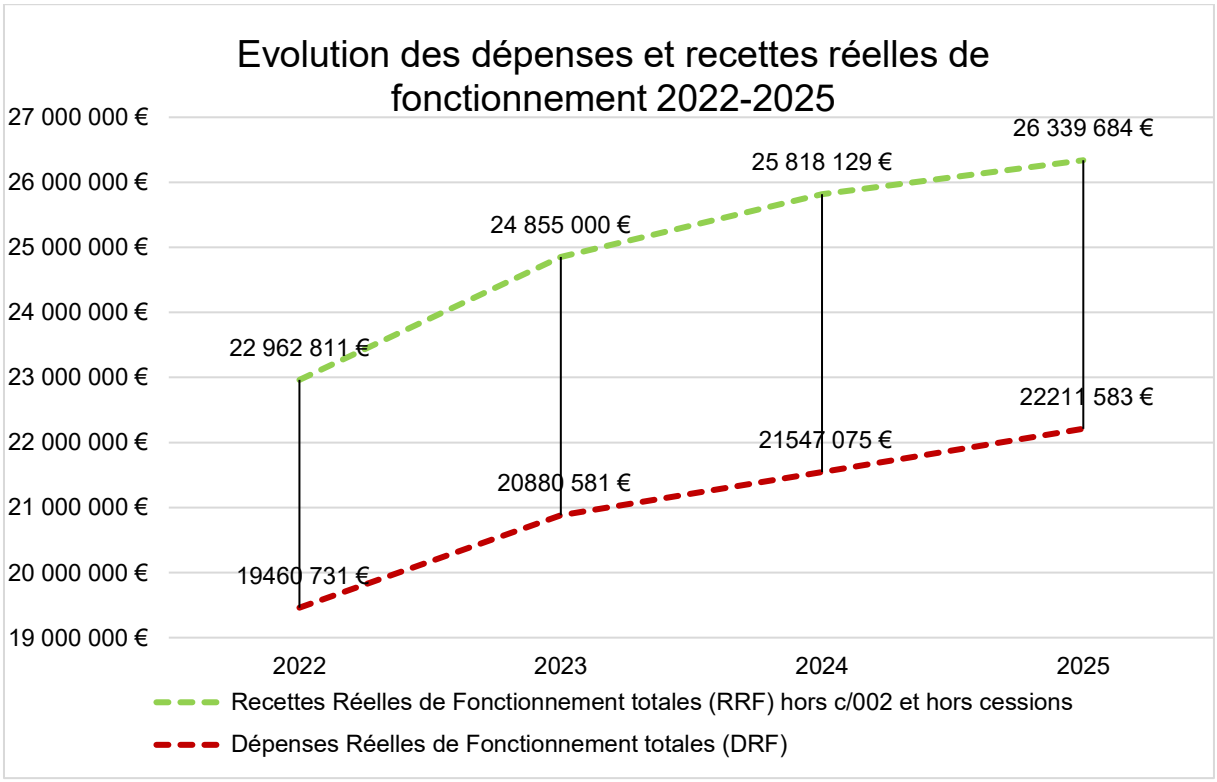
❖ BUDGET PRINCIPAL

A. La section de fonctionnement

Les recettes et les dépenses réelles

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des recettes et dépenses nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services. Comme l'indiquent le tableau et le graphique suivants, en 2025, les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement[2] ont respectivement augmenté de +2.02% et +3.08%. On peut donc constater un effet ciseau pour l'exercice 2025.

	2022	2023	2024	2025
Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)	22 962 811 €	24 855 000 €	25 818 129 €	**26 339 684 €**
Variation en %	2,64%	8,24%	3,87%	**+ 2,02%**
Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF)	19 460 731 €	20 880 581 €	21 547 075 €	**22 211 583 €**
Variation en %	2,58%	7,30%	3,19%	**+ 3,08%**



Graphique 2 : On constate l'évolution des dépenses et recettes réelles de fonctionnement pour l'exercice 2025.

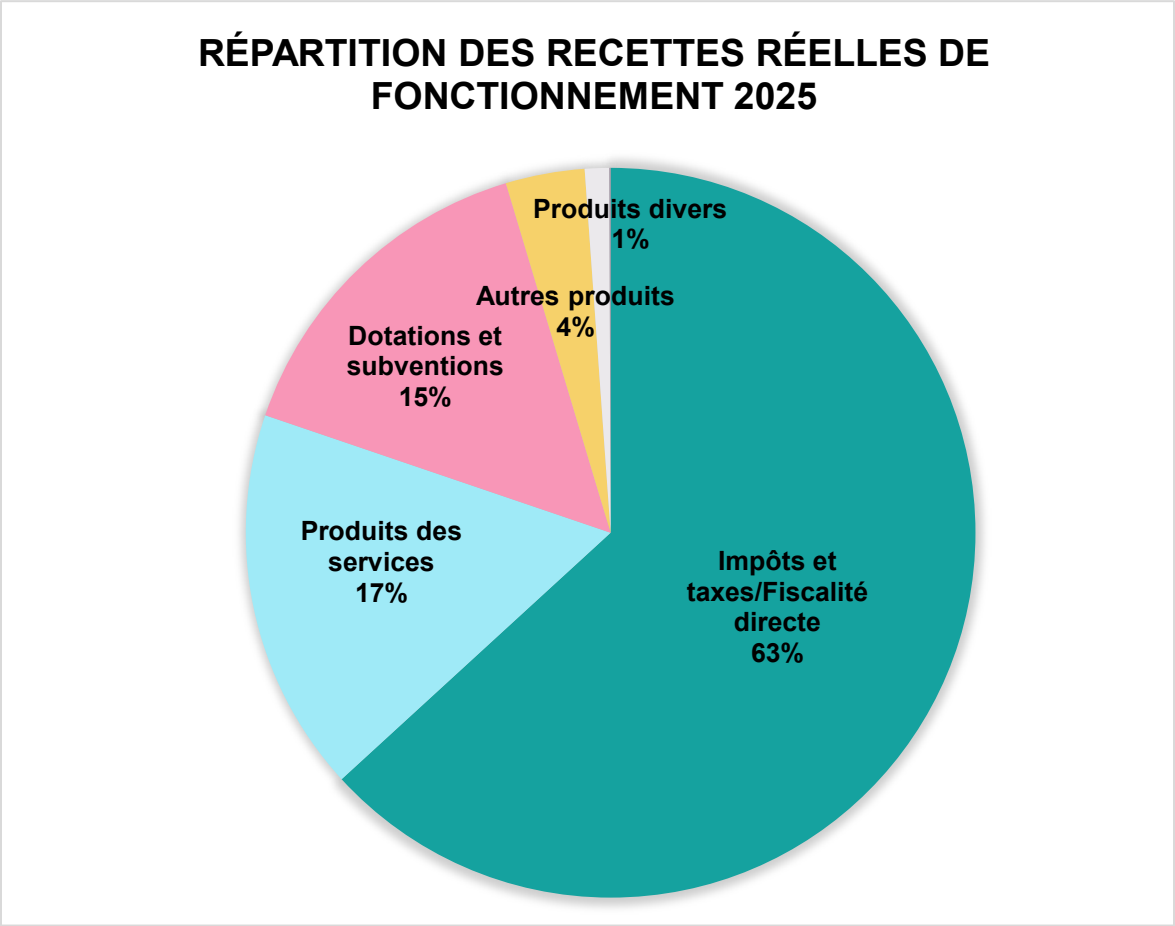
[2] Hors c.002 et hors cessions : *pour l'analyse du présent compte financier unique, le volume des cessions est neutralisé pour le calcul de plusieurs ratios dont : le taux d'épargne brute, les épargnes brute et nette hors cessions, la capacité de désendettement.*

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

1. Focus recettes

En 2025, les recettes réelles de fonctionnement augmentent de +2.02% pour s'établir à 26 339 684 € ou 1 957 € par habitant[3]. La hausse s'explique principalement par la revalorisation mécanique des bases fiscales (+2.04%).

Comme on peut le constater dans le graphique suivant, les chapitres « 73/731 – impôts et taxes/Imposition directe » et « 74 – dotations et subventions » représentent 78% des recettes réelles de fonctionnement 2025.



Graphique 3 : en 2025, la part de la fiscalité et des dotations s'élève à 78% des recettes réelles de fonctionnement.

	2022	2023	2024	2025
Recettes réelles de fonctionnement	22 962 811 €	24 855 000 €	25 818 129 €	**26 339 684 €**
Taux d'évolution	+2,64%	+8,24%	+3.87%	**+2.02%**
Montant par habitant	1 741 €	1 879 €	1 944 €	**1 957 €**

[3] La population total 2025 de la ville de Granville s'élève à 13 459 habitants selon l'INSEE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Chapitre 70 – produits des services

Le chapitre s'établit à 4 586 457 € contre 4 394 996 € en 2024. Il augmente de +191 461 € ou + 4.36 %. La situation s'explique essentiellement par la variation des produits suivants :

- Les remboursements de frais de personnel émis à l'EPCI, aux communes, aux partenaires et aux budgets annexes de la ville : +308 212 €. La création du budget annexe de la Direction des Services Numériques implique un flux de remboursement du personnel affecté.

On constate une augmentation des produits des services en raison des conventions de refacturation de charges aux partenaires de la Ville qui permettent d'intégrer les effets de l'inflation et des revalorisations indiciaires.

Chapitres 73 – impôts et taxes et 731 – Imposition directe[4]

Les deux chapitres totalisent 63% des recettes réelles de fonctionnement. Ils s'élèvent à 16 730 355 € en 2025 contre 16 315 943 € en 2024, en augmentation de + 414 412 € ou +2.54%.

La dynamique fiscale constatée depuis plusieurs années semble s'atténuer en 2025 en raison de la baisse du coefficient de revalorisation des bases fiscales voté par le Parlement. Le produit cumulé des taxes foncière (bâti et non bâti) et d'habitation (sur les résidences secondaires et les logements vacants) a progressé de +2.96% sur un an, contre +10.58 % en 2024. Comme en 2024, avec les droits de mutations, ces produits représentent 83% du chapitre et 53% des recettes réelles de fonctionnement. Le produit du casino (hors redevance d'occupation) s'élève à 941 469 € en 2025 contre 981 771 € en 2024, en baisse de -40 302 € ou -4.11%

En 2025, la compétence éparage des voiries est rétrocédée aux communes avec une compensation annuelle pour la ville s'élevant +1 629 €. L'attribution de compensation 2025 s'établit selon le tableau suivant :

Attribution de compensation (GTM)	Attribution en Fonctionnement	Attribution en Investissement
Attribution 2025	**1 115 878 €**	**-37 371 €**

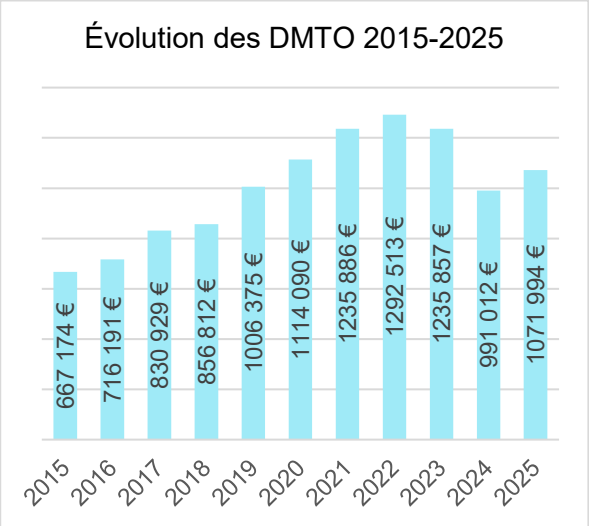
[4] Depuis la mise en œuvre de la M57 au 1er janvier 2023, le chapitre 73 a été décliné en 73 et 731.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Focus : évolution des droits de mutation à titre onéreux entre 2015 et 2025

Après huit années de croissance, les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ont commencé à diminuer entre 2023 et 2024. En 2025, le produit des DMTO progresse de +80 982 € ou +8.17% pour atteindre 1 071 994 €. Les DMTO se maintiennent à un niveau proche des exercices 2019-2020.

On peut émettre l'hypothèse d'une stabilisation de ce produit en 2026 qui dépend de la volatilité du marché immobilier.



a. La fiscalité locale

Les taux communaux d'imposition foncière restent inchangés depuis 2011.

Les recettes des chapitres 73 et 731 représentent 63% des recettes réelles de fonctionnement de la collectivité. Le produit des taxes communales, foncières et d'habitation, (compte 73111) s'élève à 49% des recettes réelles de fonctionnement. Le produit des contributions directes s'élève à 12 846 941 € en 2025 contre 12 589 592 € en 2024, en augmentation de +2.04% ou + 257 349 €, soit 955 € par habitant en 2025 contre 948 € en 2024.

Pour 2025, la revalorisation forfaitaire des bases fiscales s'élève à +1.68%. Concernant la taxe foncière, on constate que l'augmentation des bases (+2.57%) est supérieure à la revalorisation forfaitaire ce qui signifie que l'évolution physique des bases liée au contexte foncier local (extensions, constructions, améliorations, etc.) a été favorable. On peut émettre l'hypothèse que la réforme de la fiscalité locale a un effet positif structurel sur le produit fiscal avec une dynamique foncière plus intéressante que la dynamique locative. La base fiscale de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires diminue de -8.36%. Cette évolution pourrait être liée à des changements déclaratifs sur l'application gérer mes biens immobiliers, sans pouvoir à ce stade attester d'un effet de la majoration sur le nombre de résidences secondaires.

Evolution du produit fiscal	2022	2023	2024	2025
Produit fiscal (compte 73111)	10 423 843 €	11 384 656 €	12 589 592 €	**12 846 941 €**
% d'augmentation du produit	+3.52%	+9.22%	+10.58%	**+2.04%**

Evolution des bases en %	2022	2023	2024	2025
Total	+4.79%	+10.34%	+4.43%	**+0.03%**
TH (dont THRS)	Réformée	+19.70%	-0.27%	**-8.36%**
TFPB	+4.79%	+7.65%	+5.95%	**+2.57%**
TFPNB	+5.14%	+9.03%	+3.26%	**-4.74%**

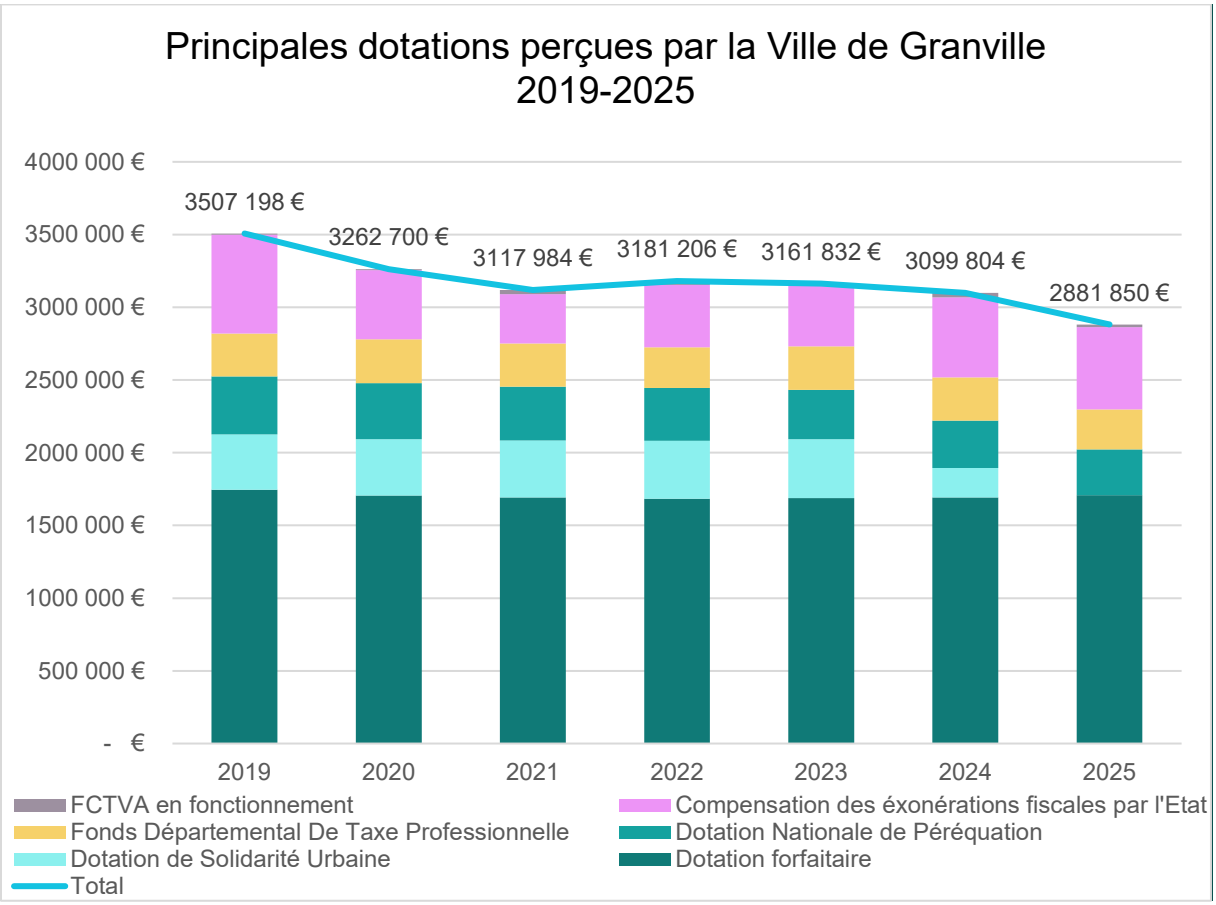
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Chapitre 74 – Dotations et participations

Au total, le chapitre diminue de -111 428 € ou -2.85% pour atteindre 3 798 771 € contre 3 910 200 € en 2024. Plus en détail, la dotation forfaitaire progresse faiblement (+13 932 € ou +0.82%) pour s'établir à 1 706 967 contre 1 693 035 € en 2024. La progression s'explique par la croissance de la population communale (+180 habitants). En raison de la perte d'éligibilité à la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), les dotations de péréquation (solidarité urbaine, péréquation) diminuent de -211 643 € (-40.09%). Elles passent de 527 898 € en 2024 à 316 255 €.

Le fonds départemental de péréquation de taxe professionnelle (FDPTP) diminue de -22 632 € (-7.63%) pour atteindre 273 932 €. Enfin, la participation de la CAF, constatée au compte 7478222, diminue de -6.31% ou -32 675 € pour atteindre 484 794 €.

Depuis 2019, le produit des principales dotations perçues par la ville de Granville a diminué de - 625 349 € ou -18%. Cette évolution négative impacte fortement le budget communal, notamment avec la perte d'éligibilité à la Dotation de Solidarité Urbaine. La baisse des dotations devrait se poursuivre dans les prochaines années dans l'attente d'une réforme des critères d'attribution des différentes fractions de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). À titre de comparaison, selon les dernières données disponibles, en 2024, pour les communes touristiques de Normandie et de Bretagne dont la population était comprise entre 10 000 et 50 000 habitants, la DGF par habitant s'élevait à 167 € pour Granville contre 262 € pour la moyenne des villes comparées.



Chapitres 75-76-77-78 - autres produits de gestion courante, produits financiers et exceptionnels, reprise sur provision

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

En raison du passage à la norme M57, certaines recettes du chapitre 77 relèvent désormais du chapitre 75. C'est le cas des reversements du SDEM 50 qui sont liés au groupement d'achat d'électricité 2023-2025. En 2025, le produit du chapitre 75 augmente. Il passe de 903 788 € en 2024 à 1 019 090 €, soit une progression de +115 302 € (+12.76%). Près de la moitié des produits du chapitre provient du SDEM 50.

Focus : l'évolution des achats d'électricité et de gaz entre 2022 et 2025

On constate que le montant brut de la consommation d'électricité et de gaz a augmenté de +212 419 € ou +35 % entre 2022 et 2025, en raison des fortes tensions géopolitiques de la période. Le reversement exceptionnel du SDEM 2023-2025 a permis de présenter une dépense annuelle nette en baisse de - 238 904 € ou -39% par rapport à 2022. En 2025, les dépenses brutes progressent de +84 149 € (+9%) et le reversement du SDEM atteint 451 323 €. Aussi, la dépense annuelle nette de gaz et d'électricité 2025, par rapport à 2024, augmente de +84 148 € ou +16% pour atteindre 373 784 €. La maîtrise des dépenses d'énergie sera un enjeu structurant des prochaines années, le produit exceptionnel du SDEM 50 s'arrêtant au 31 décembre 2025.

	2022	2023	2024	2025	Variation 22/25	En %
Dép. gaz et électricité	612 688 €	899 963 €	740 959 €	**825 107 €**	+212 419 €	+35%
Reversement SDEM 50		386 849 €	451 323 €	**451 323 €**	+451 323 €	n/a
Dépense nette	**612 688 €**	**513 114 €**	**289 636 €**	**373 784 €**	**-238 904€**	**-39%**

Hors cessions, les autres produits diminuent : atténuations de charges (chapitre 013), produits financiers (chapitre 76), produits exceptionnels (chapitre 77) et reprises de provision (78). Ils passent de 293 203 € à 205 011 €, en baisse de -88 192 € ou -43%, principalement en raison de la baisse de la rémunération annuelle des comptes à terme (3 565 € en 2025 contre 67 349 € en 2024).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

En synthèse et en intégrant le produit des cessions 2025, voici les principales évolutions des recettes réelles de fonctionnement.

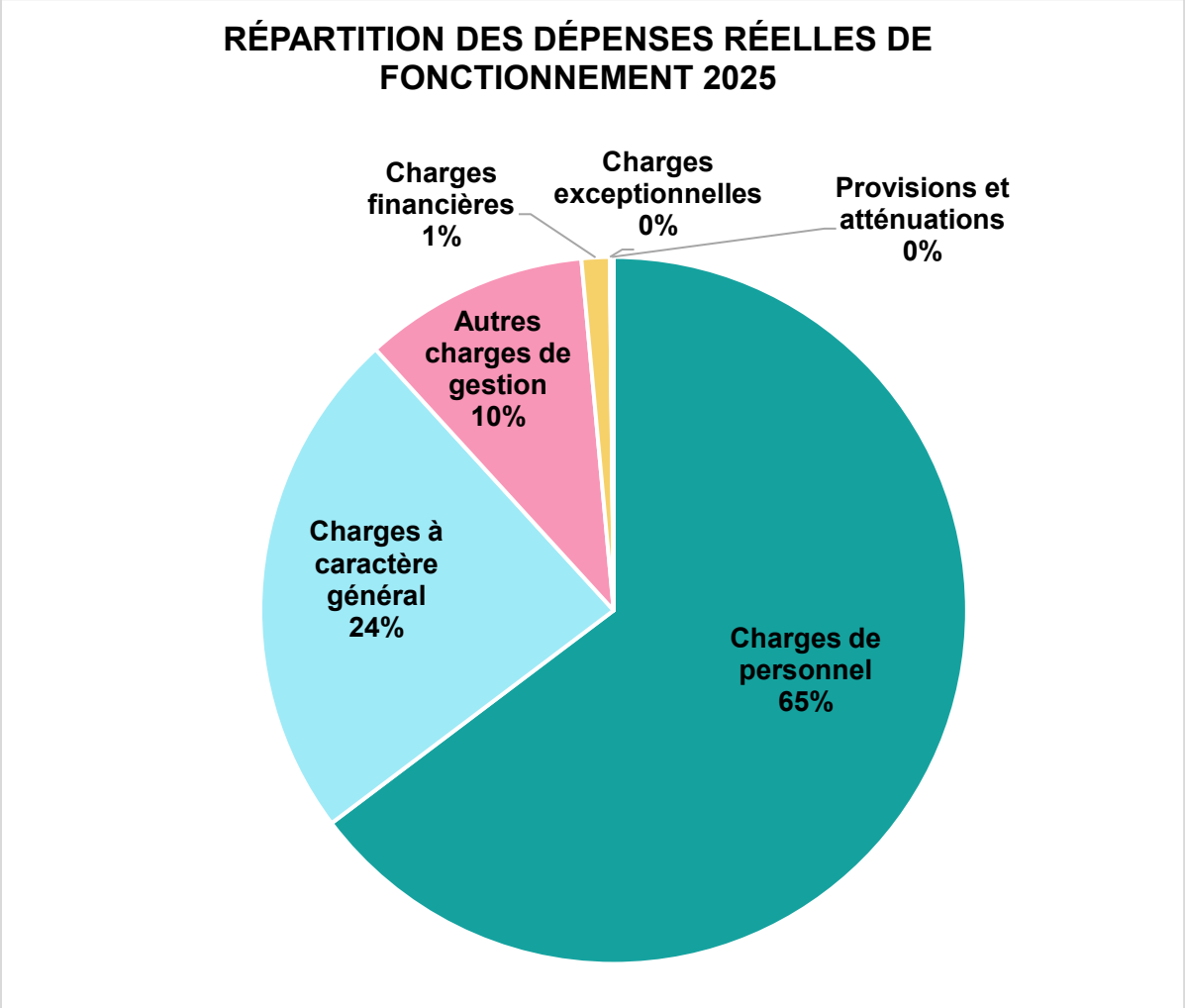
RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Évol. (%)
013 - Atténuations de charges	**142 144 €**	**197 087 €**	**204 371 €**	**180 485 €**	**-11,69%**
70 – Prod. des services, du domaine/ventes	**4 077 113 €**	**4 290 032 €**	**4 394 996 €**	**4 586 457 €**	**+4,36%**
Dont mise à disp. de personnel BA/CCAS	*1 084 388 €*	*1 129 958 €*	*1 192 341 €*	1 735 317 €	+45.56%
Dont mise à disp. de personnel à la l'EPCI	*476 687 €*	*444 922 €*	*501 464 €*	301 864 €	-39,80%
Dont mise à disposition aux autres organismes	*128 410 €*	*199 166 €*	*234 919 €*	173 998 €	-25,93%
73 - Impôts et taxes/731 - Imposition directe	**14 308 997 €**	**15 361 429 €**	**16 315 943 €**	**16 730 355 €**	**+2,54%**
Dont contributions directes	*10 423 843 €*	*11 384 656 €*	*12 589 592 €*	12 846 941 €	+2,04%
Dont attribution de compensation	*1 114 249 €*	*1 114 249 €*	*1 114 249 €*	1 115 878 €	+0,15%
Dont taxe sur l'électricité	*372 223 €*	*407 041 €*	*402 340 €*	399 920 €	-0,60%
Dont prélèvement sur prod. des jeux casinos	*706 266 €*	*766 902 €*	*773 427*	720 498 €	-6,84%
Dont taxe sur la publicité	*97 427 €*	*121 122 €*	*111 169 €*	140 848 €	+26,70%
Dont taxe additionnelle aux droits de mutation	*1 292 513 €*	*1 235 857 €*	*991 012 €*	1 071 994 €	+8,17%
74 - Dotations et participations	**3 905 628 €**	**3 947 295 €**	**3 910 200 €**	**3 798 771 €**	**-2,85%**
Dont dotation forfaitaire	*1 682 720 €*	*1 688 702 €*	*1 693 035 €*	1 706 967 €	+0,82%
Dont dotation solidarité urbaine	*398 282 €*	*403 373 €*	*201 687 €*	- €	-100,00%
Dont dotation nationale de péréquation	*365 209 €*	*339 016 €*	*326 211 €*	316 255 €	-3,05%
Dont attribution fonds dép. de taxe pro.	*277 460 €*	*300 417 €*	*296 564 €*	273 932 €	-7,63%
Dont compensation des exonérations par l'Etat	*429 827 €*	*415 828 €*	*550 993 €*	541 551 €	-1,71%
75 - Autres produits de gestion courante	**376 866 €**	**1 049 495 €**	**903 788 €**	**1 019 090 €**	**+12,76%**
Dont revenus des immeubles	*242 563 €*	*304 924 €*	*187 084 €*	205 280 €	+9,73%
Dont fermage	*104 162 €*	*106 204 €*	*101 295 €*	177 472 €	+75,20%
76 - Produits financiers	**36 €**	**58 €**	**67 414 €**	**3 565 €**	**-94,71%**
77 - Produits exceptionnels	**945 237 €**	**10 504 €**	**2 436 736 €**	**2 970 984 €**	**+21.92%**
Dont produits des cessions d'immobilisations	794 961 €	10 500 €	2 422 318 €	2 959 373 €	+22,17%
78 - Reprise sur provisions	**1 750 €**	**9 600 €**	**7 000 €**	**9 350 €**	**+33,57%**

En conclusion, on peut constater une progression des recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) principalement liée à la revalorisation forfaitaire des bases fiscales votées par le Parlement. Malgré la baisse subie des dotations de l'Etat, l'augmentation du produit fiscal, des produits des services et des autres produits de gestion courante permettent à la commune de préserver un niveau d'épargne satisfaisant.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

2. Focus dépenses

En 2025, les dépenses réelles de fonctionnement (hors cessions) s'élèvent à 22 211 583 €, en hausse de +3.08 % par rapport à 2024. Le taux d'inflation estimé par l'INSEE s'est élevé à +0.9 % en 2025 et l'évolution moyenne des dépenses réelles de fonctionnement des communes est estimée à +1.5%. L'augmentation des charges s'explique principalement par l'augmentation des charges de personnel.



Graphique 6 : Les charges de personnel et charges à caractère général représentent 89% des dépenses réelles de fonctionnement de la commune.

Le tableau suivant permet de constater l'évolution annuelle des dépenses réelles de fonctionnement.

	2022	2023	2024	2025
Dépenses Réelles de Fonctionnement	19 460 731 €	20 880 581 €	21 547 075 €	**22 211 583 €**
Taux d'évolution	+2.58%	+7.30%	+3.19%	**+3,08%**
Montant par habitant	1 476 €	1 578 €	1 623 €	**1 650 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Dans le détail, le tableau suivant permet d'observer les principales variations des dépenses réelles de fonctionnement.

DÉPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Évol. (%)
011 - Charges à caractère général	**4 524 753 €**	**5 249 203 €**	**5 243 687 €**	**5 222 448 €**	**-0,41%**
Dont achats	2 245 640 €	2 672 390 €	2 523 372 €	2 612 590 €	+3,54%
Dont services extérieurs	1 142 295	1 342 481 €	1 556 537 €	1 288 066 €	-17,25%
Dont autres services extérieurs	1 021 122 €	1 125 142 €	1 039 728 €	1 208 954 €	+16,28%
Dont impôts, taxes et versements assimilés	115 696 €	109 190 €	124 051 €	112 838 €	-9,04%
012 - Frais de personnel et assimilés	**12 313 122 €**	**12 992 454 €**	**13 551 070 €**	**14 374 668 €**	**+6,08%**
Dont rémunération principale	5 570 727 €	5 723 590 €	5 914 881 €	5 897 062 €	-0,30%
Dont NBI, SFT et indemnité de résidence	115 326 €	112 857 €	114 507 €	109 346 €	-4,51%
Dont autres indemnités	1 081 422 €	1 178 081 €	1 148 496 €	1 271 987 €	+10,75%
Dont rémunération contractuels	1 528 861 €	1 750 520 €	1 940 427 €	2 195 633 €	+13,15%
Dont autres emplois d'insertion	89 194 €	27 522 €	21 002 €	16 560 €	-21,15%
Dont apprentis	42 059 €	53 946 €	38 455 €	25 885 €	-32,69%
Dont cotisations à l'URSSAF	1 348 523 €	1 448 387 €	1 454 023 €	1 582 685 €	+8,85%
Dont cotisations aux caisses de retraites	1 822 608 €	1 902 419 €	2 035 645 €	2 230 387 €	+9,57%
Dont cotisations aux ASSEDIC	64 606 €	71 228 €	78 870 €	88 409 €	+12,09%
Dont cotisations pour assurance du personnel	235 876 €	243 584 €	252 160 €	262 221 €	+3,99%
Dont cotisations aux autres org. sociaux	22 029 €	22 808 €	23 406 €	23 420 €	+0,06%
65 - Autres charges de gestion courante	**2 173 485 €**	**2 227 104 €**	**2 342 154 €**	**2 289 759 €**	**-2,24%**
Dont participation au budget annexe des FJT	110 000 €	110 000 €	110 000 €	110 000 €	0,00%
Dont participation à l'équilibre d'autres budgets	1 234 500 €	1 234 500 €	1 277 000 €	1 277 000 €	0,00%
Dont Participation au budget CCAS	*486 000 €*	*486 000 €*	*486 500 €*	*486 500 €*	*0,00%*
Dont Participation à l'EPIC Archipel	*748 500 €*	*748 500 €*	*790 500 €*	*790 500 €*	*0,00%*
Dont subventions aux associations	405 351 €	448 279 €	476 574 €	469 030 €	-1,58%
Dont frais de fonct. des groupes d'élus	216 655 €	235 324 €	226 830 €	226 831 €	0,00%
66- Charges financières	**330 501 €**	**357 643 €**	**336 045 €**	**285 546 €**	**-15,03%**
67 - Charges exceptionnelles	**93 930 €**	**28 997 €**	**20 266 €**	**4 608 €**	**-77,26%**
68 – Dotations aux provisions	**6 000 €**	**4 000 €**	**4 000 €**	**3 000 €**	**-25,00%**
014 - Atténuations de produits	**24 940 €**	**17 180 €**	**49 853 €**	**31 554 €**	**-36,71%**

Chapitre 011 – charges à caractère général

Il s'établit à 5 222 448 € en 2025 contre 5 243 687 € en 2024, soit une diminution annuelle de - 21 239 € ou -0.41%. Les principales variations sont liées au transfert des dépenses de la direction des services numériques au sein du budget annexe dédié et à l'augmentation du coût des fluides. Voici les principales variations des dépenses du chapitre (supérieures à +20 000 €) :

A la hausse,

- +304 957 € de frais de fonctionnement refacturés par le budget annexe de la DSN au titre de l'exercice 2025 (compensés à la baisse par le transfert des dépenses portées en 2024 par le budget principal),
- + 118 827 € de frais d'entretien des terrains (du fait d'un changement d'imputation des dépenses du marché d'espaces verts),
- +84 149 € de dépenses d'électricité/gaz (+9%), un poste de dépense à enjeu,
- +35 970 € de frais d'études en raison du diagnostic de l'offre de service public municipal à destination des enfants, des jeunes, des parents et des familles, mené à la demande de la Caisse d'Allocations Familiales et compensé par une subvention de 24 211 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

A la baisse,

- - 21 985 € de frais de gestion de l'éclairage public,
- - 24 608 € de fêtes et cérémonies notamment en raison de la fin de l'organisation du Tendance Live,
- - 25 617 € de consommation d'eau avec la mise en place d'un nouveau système d'arrosage au stade des prairies,
- -29 838 € d'entretien bâtimentaire après un exercice 2024 consacré à des travaux d'entretien de la toiture de l'église Notre-Dame du Cap Lihou,
- - 31 316 € d'entretien de mobilier urbain et jeux extérieurs,
- - 33 409 € d'assurance dommage-ouvrage liée aux travaux de l'espace Pierre et Marie Curie ainsi qu'à la rénovation du centre de loisirs Château Bonheur,
- - 58 150 € de prestations de services en lien avec la nouvelle imputation du marché d'entretien des espaces verts,
- - 400 517 € de frais de maintenance, téléphonie et autres frais divers transférés sur le budget annexe de la direction des services numériques.

Chapitre 012 – Charges de personnel

Le chapitre s'élève à 14 374 668 € en 2025 contre 13 551 070 € en 2024, soit une augmentation de 823 598 € (+ 6.08%).

Du côté des augmentations des dépenses, on note :

- L'augmentation des taux de cotisation URSSAF (+1 point) et CNRACL (+3 points) pour coût annuel supplémentaire subi de +323 403 € (+9%) pour ces deux postes ;
- Les effets de la revalorisation du régime indemnitaire, notamment l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE), pour un total estimé à 280 000 € en 2025 ;
- Un effet lié à la création du budget annexe de la DSN avec : le mandatement des dépenses de personnel du service sur le budget principal, leur première refacturation au travers de titres de recettes du chapitre 70 puis un remboursement de frais du budget annexe vers le budget principal pour 182 169 € (correspondant à la quote-part des dépenses de personnel affectées à la ville de Granville). Pour l'exercice 2026, un train de paie spécifique au budget annexe a été créé afin de faciliter la lecture budgétaire ;
- L'exécution sur une année pleine du poste de chef de projet et gestion des applicatifs (1 ETP), arrivé en septembre 2024, et des 2 postes d'agent de veille et d'entretien à la résidence Les Herbiers, mis en œuvre au cours de l'été 2024 ;
- Une augmentation relative de l'absentéisme (maladie, maternité, temps partiels thérapeutiques).

En prenant en compte le remboursement des agents communaux mis à disposition auprès des budgets annexes, des collectivités et des établissements publics partenaires (CCAS, résidence les Herbiers, Communauté de communes, syndicats intercommunaux, etc.), le ratio des dépenses de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement atteint 54.65 % contre 53.94 % en 2024. Le total des remboursements s'élève à 2 236 936 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Chapitre 65 – Autres charges de gestion de courante

Les dépenses du chapitre s'établissent à 2 289 759 € en 2025 contre 2 342 154 € en 2024, soit une diminution de -52 395 € (-2.24%) par rapport à 2024, principalement en raison de la création du budget annexe de la DSN qui emporte le transfert de certaines charges, notamment les droits d'usage et abonnements des logiciels gérés notamment en mode SaaS.

Chapitre 66 – Charges financières

Les charges financières diminuent de - 50 499 € ou - 15.03%. Le chapitre s'établit à 285 546 € en 2025 contre 336 045 € en 2024. Le poids des charges financières s'établit à 1.29% des dépenses réelles de fonctionnement 2025 contre 1.56% en 2024.

Chapitre 67 – Charges exceptionnelles - 014 – atténuations de produits – 68 Dotations aux provisions

La variation de ces chapitres n'est pas réellement significative (leur total est inférieur à 1% des dépenses réelles de fonctionnement). Leur total s'élève à 39 162 € en 2025 contre 74 119 € en 2024, en baisse de -47% ou -34 957 €. Cette évolution n'appelle pas à commentaire. Les atténuations de produits varient en fonction des dégrèvements de taxe d'habitation sur les logements vacants. Une provision pour créances douteuses a été constatée à hauteur de 3 000 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

3. Les épargnes communales

Hors produits des cessions, les ratios d'épargne 2025 s'établissent ainsi :

- **L'épargne brute hors cessions s'élève à 4 128 102 €**, un montant inférieur à l'exercice 2024, en baisse de -142 953 € ou -3.3%. Le taux d'épargne brute s'établit à 15.67% contre 16.54% en 2025. On considère qu'un taux supérieur à 15% est satisfaisant.

Ratios d'épargne (hors cessions)	2022	2023	2024	2025
Epargne brute (EB)	3 502 080 €	3 974 419 €	4 271 054 €	**4 128 102 €**
Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF)	22 962 811 €	24 855 000 €	25 818 129 €	**26 339 684 €**
Taux d'épargne brute (EB/RRF)	15,25%	15,99%	16.54%	**15.67%**

- **L'épargne nette (hors cessions)** permet de financer les dépenses d'équipement de l'exercice. En 2025, elle **s'élève à 2 876 095 €** contre 3 039 794 € en 2024**,** un montant en baisse mais qui reste satisfaisant au regard de la période d'analyse (2022-2025).
- Rapportée par habitant, l'épargne nette 2025 s'élève à 214 €/habitant contre 229 €/habitant en 2024, soit +92 € par habitant de plus que l'épargne nette moyenne des communes normandes dont la population est comprise entre 10 000 et 49 999 habitants (121 € en 2024).

	2022	2023	2024	2025
Epargne brute (hors cessions)	3 502 080 €	3 974 419 €	4 271 054 €	**4 128 102 €**
Capital de la dette	1 189 325 €	1 210 929 €	1 231 260 €	**1 252 007 €**
Epargne nette (hors cessions)	2 312 755 €	2 763 490 €	3 039 794 €	**2 876 095 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

B. La section d'investissement

L'ensemble des dépenses d'investissement s'apparente à des emplois (dépenses d'équipement, remboursement du capital de la dette, autres...). Parallèlement, l'ensemble des moyens financiers dont dispose la collectivité constitue des ressources (capacité d'autofinancement nette, plus-values de cessions, subventions, emprunts, FCTVA...). Le solde entre le total des ressources et le total des emplois représente la variation du fonds de roulement.

a. Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement dépendent particulièrement du niveau de réalisation de l'exercice précédent, en raison du mécanisme d'attribution du FCTVA. Ainsi, en 2025, 1 101 555 € ont été perçus au titre de l'exercice 2024.

Les subventions d'équipement représentent 3 311 484 € contre 1 833 685 € en 2024. Elles proviennent majoritairement des acomptes pour les projets d'aménagement du centre-ville (1 510 994 €), de réhabilitation de l'espace Pierre et Marie Curie (984 014 €), et également des refacturations d'investissement de la DSN (221 727 €).

Dans le cadre de la cession de la parcelle de l'ancienne école Jean Macé, il convient également de souligner d'un solde de versement pour 984 000 € par la société Cogédim.

L'évolution des principales recettes d'investissement est la suivante.

RECETTES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Evol. (%)
13 - Subventions d'investissement	**1 696 916 €**	**1 236 092 €**	**1 833 685 €**	**3 311 484 €**	**80,59%**
Dont Centre-ville				1 510 994 €	**nouveau**
Dont Espace Pierre et Marie Curie			332 144 €	984 014 €	**196,26%**
Dont DSI		124 991 €	323 909 €	221 727 €	**-31,55%**
Dont Amendes de police	124 913 €	137 223 €	168 038 €	164 243 €	**-2,26%**
Dont Château Bonheur		120 991 €	327 311 €	105 000 €	**-67.92%**
Dont Investissement sur l'espace public				80 650 €	**nouveau**
Dont Mobilités durables			5 291 €	79 658 €	**1405,59%**
Dont Éclairage public durable			62 009 €	74 475 €	**20,10%**
Dont Falaises	120 317 €	112 034 €	20 636 €	68 596 €	**232,41%**
Dont Bâtiments Municipaux		116 198 €	11 894 €	12 209 €	**2,64%**
Dont Culture				6 582 €	**nouveau**
Dont Divers DETR	213 713 €	67 557 €	100 285 €	3 336 €	**-96,67%**
10 - Dotations, fonds divers (hors 1068)	**760 488 €**	**984 731 €**	**885 243 €**	**1 125 687 €**	**-0,67%**
Dont FCTVA	604 800 €	831 538 €	687 409 €	1 101 555 €	**60,25%**
Dont Taxe d'aménagement	155 688 €	153 193 €	63 366 €	24 132 €	**-61,92%**
Dont Dons et Legs			134 467 €		**-100,00%**
4581-Opération sous mandat les Menneries			**248 000 €**		**-100,00%**
16 - Emprunts et dettes assimilées	**1 000 000 €**	**400 000 €**		**1 000 000 €**	**n/a**
21 - Immobilisations corporelles				**11 061 €**	**n/a**
23 - Immobilisations en cours				**594 €**	**n/a**
27 - Autres immobilisations financières		**21 500 €**	**1 497 500 €**	**1 005 500 €**	**-32,85%**

Le volume 2025 des cessions progresse avec le produit de la vente du site Jean Macé pour atteindre 2 959 373 €.

	2022	2023	2024	2025
Cessions	794 961 €	10 500 €	2 422 316 €	**2 959 373 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

i. Le financement de l'investissement

C'est le total des ressources (hors emprunt) dont dispose la commune pour investir après avoir payé ses charges et remboursé sa dette.

Le financement disponible progresse de +1 363 133 € en 2025, principalement en raison des cessions immobilières (Jean Macé), du FCTVA et des subventions d'équipement. Il atteint 11 289 793 €, un montant supérieur à la moyenne des années 2022-2024. Ainsi, en 2025, l'investissement communal a été intégralement couvert par le financement disponible. Un prêt-relais de 1 000 000 €, indexé sur le taux du livret A, a néanmoins été souscrit en raison d'un décalage de perception de subventions liées au projet du centre-ville.

Calcul du financement disponible	2022	2023	2024	2025
CAF nette hors cessions	2 312 755 €	2 763 490 €	3 039 794 €	2 876 095 €
CAF nette cessions comprises	3 107 716 €	2 773 990 €	5 462 112 €	5 835 468 €
FCTVA	604 800 €	831 538 €	687 409 €	1 101 555 €
Subventions + autres produits	1 696 916 €	1 236 092 €	2 081 685 €	3 311 484 €
Autres produits (ex : taxe d'aménagement - prod. fin.)	159 990 €	178 205 €	1 695 454 €	1 041 287 €
Financement disponible (hors emprunt)	**5 569 422 €**	**5 019 825 €**	**9 926 660 €**	**11 289 793 €**

Pour rappel, la capacité d'autofinancement nette (cessions comprises) moyenne de la période 2022-2024 s'est élevée à 3 781 273 €. Elle a atteint 5 835 468 € en 2025.

b. Les dépenses d'équipement

Le budget d'investissement 2025 prévoyait 10 598 100 € de dépenses d'équipement contre 10 051 950 € en 2024. 9 372 148 € sont mandatés contre 8 164 400 € en 2024 et 223 200 € sont reportés contre 183 800 € en 2024 (un montant faible en raison de la généralisation des AP/CP), soit un taux de consommation des crédits inscrits satisfaisant qui s'élève à : 88.43 % (mandaté/budgété) et 90.54% (mandaté et restes à réaliser/budgété). Les principales dépenses d'investissement sont les suivantes.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Évolution (%)
Opérations d'équipement	**4 738 837 €**	**5 380 106 €**	**8 125 029 €**	**9 334 777 €**	**14,89%**
Dont Centre-ville	70 432 €	75 208 €	1 247 863 €	4 510 383 €	**+261,45%**
Dont Espace Pierre et Marie Curie	61 113 €	139 857 €	1 197 415 €	1 585 253 €	**+32,39%**
Dont Investissement sur l'espace public	567 162 €	1 069 518 €	1 099 120 €	806 395 €	**-26,63%**
Dont travaux bâtiments communaux	455 036 €	402 548 €	392 451 €	458 287 €	**+16,78%**
Dont Centre Technique Municipal	317 028 €	269 713 €	294 594 €	314 825 €	**+6,87%**
Dont Réserves Halle au Blé	1 188 €	78 005 €	42 877 €	313 444 €	**+631,03%**
Dont Saint-Paul	40 337 €	81 655 €	150 554 €	268 843 €	**+78,57%**
Dont Sport	60 585 €	559 605 €	338 563 €	218 008 €	**-35,61%**
Dont Réfection Archipel et Casino	397 000 €	91 528 €	325 706 €	190 201 €	**-41,60%**
Dont Eclairage public durable	115 549 €	439 095 €	184 283 €	184 753 €	**+0,26%**
Dont Culture	55 754 €	59 496 €	127 528 €	109 317 €	**-14,28%**
Dont Falaises	502 351 €	670 346 €	642 925 €	105 800 €	**-83,54%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Dont travaux systèmes d'information	459 559 €	543 878 €	608 796 €	95 032 €	-84,39%
Dont Budget participatif			- €	68 707 €	nouveau
Dont Mobilités durables	194 643 €	127 148 €	168 319 €	40 304 €	-76,05%
Dont Chausey	43 981 €	376 053 €	9 059 €	35 633 €	+293,32%
Dont AVAP	8 820 €	35 172 €	21 738 €	24 396 €	+12,23%
Dont Quartier Saint-Nicolas	10 904 €	16 764 €	30 093 €	3 085 €	-89,75%
Dont Rénovation énergétique des bâtiments	6 343 €	59 285 €	1 210 557 €	2 110 €	-99,83%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	**- €**	**- €**	**- €**	**154 868 €**	n/a
13 - Subventions d'investissement		**1 049 €**	**- €**	**- €**	n/a
20 - Immobilisations incorporelles	**52 765 €**	**- €**	**- €**	**- €**	n/a
204 - Subventions d'équipement versées	**44 817 €**	**37 371 €**	**37 371 €**	**37 371 €**	0,00%
21 - Immobilisations corporelles	**588 699 €**	**600 €**	**- €**	**- €**	n/a
23 - Immobilisations en cours	**229 158 €**	**- €**	**- €**	**- €**	n/a
27 - Autres immobilisations financières		**11 100 €**	**2 462 000 €**	**19 730 €**	-99,20%
4581 - Opérations pour compte de tiers			**- €**	**231 803 €**	n/a

À titre indicatif, les principales dépenses d'équipement[5] concernent les travaux du centre-ville (4 510 383 €), de l'espace Pierre et Marie Curie (1 585 253 €), de la voirie (806 395 €).

c. *Le fonds de roulement*

Il s'agit de déterminer la variation du fonds de roulement, c'est-à-dire la différence entre les ressources stables (financement disponible dont emprunt) et les emplois (l'investissement).

Le tableau suivant illustre l'évolution du fonds de roulement :

	Variation du fonds de roulement	2022	2023	2024	2025
- Emplois	**Total dépenses réelles d'investissement (hors dette)**	**5 693 949 €**	**5 431 214 €**	**10 636 888 €**	**9 778 629 €**
	dont dépenses d'équipement	*5 691 476 €*	*5 419 124 €*	*8 162 400 €*	***9 372 148 €***
+ Ressources	**Total financement disponible**	**5 569 422 €**	**5 019 825 €**	**9 926 660 €**	**12 289 793 €**
	dont épargne nette (cessions comprises)	*3 107 716 €*	*2 773 990 €*	*5 462 112 €*	**5 835 468 €**
	dont FCTVA	*604 800 €*	*831 538 €*	*687 409 €*	**1 101 555 €**
	dont subvent./autres recettes (ex : taxe d'aménagement)	*1 856 906 €*	*1 414 297 €*	*3 777 139 €*	**4 352 771 €**
	dont emprunts réalisés	*1 000 000 €*	*400 000 €*	*- €*	**1 000 000 €**
= Variation du fonds de roulement		**+875 473 €**	**-11 389 €**	**- 710 228 €**	**+2 511 164 €**

En 2025, sans recours à l'emprunt, grâce à une épargne nette préservée, au volume des cessions, au versement du FCTVA, à un emprunt et à un montant de subventions d'équipement élevé, le fonds de roulement a augmenté de +2 511 164 €. Le fonds de roulement disponible en fin d'exercice s'établit comme suit.

[5] > 500 000 € TTC

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

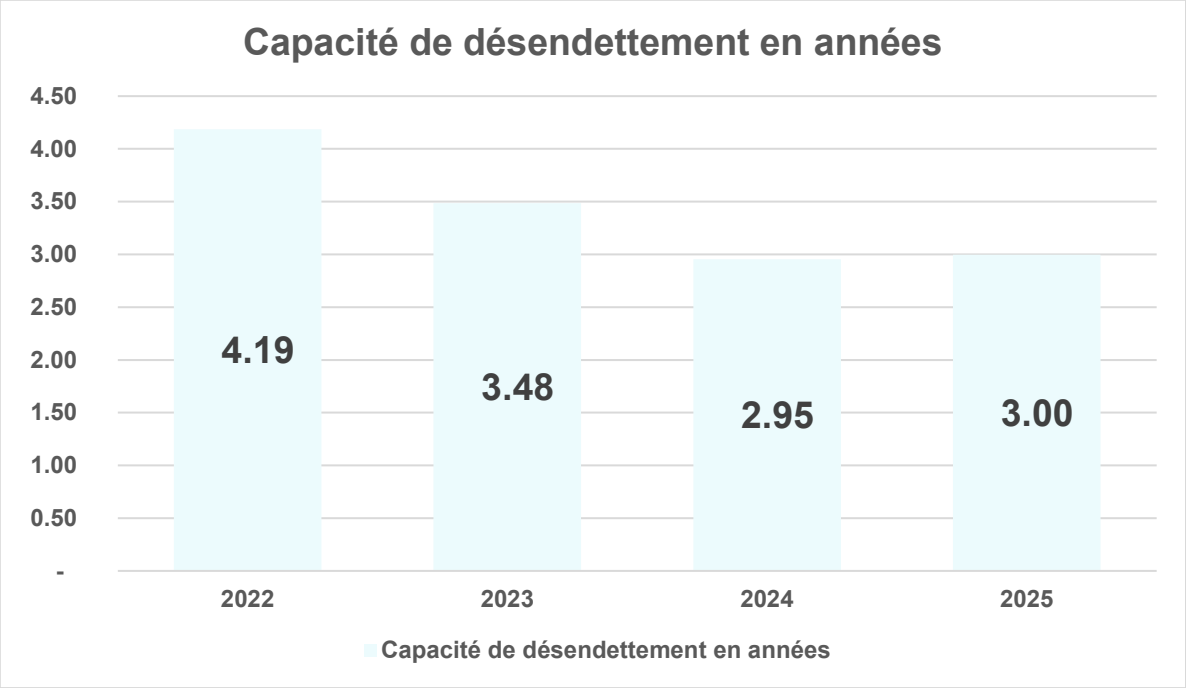
	2022	2023	2024	2025
Variation Fonds de roulement	+875 000 €	**-11 000 €**	**- 710 000 €**	**+2 511 164 €**
Nouveau Fonds de roulement	3 180 000 €	**3 169 000 €**	**2 459 000 €**	**4 970 419 €**

Le montant du fonds de roulement reste maîtrisé. Il représente l'équivalent de quatre mois du chapitre des dépenses de personnel.

d. La gestion de la dette

Au 31 décembre 2025, l'encours de la dette s'élève à 12 367 391 € ou 918 € par habitant contre 12 619 398 €, soit 950 € par habitant en 2024. Ce stock est comparable à celui des communes normandes de la même strate de population (988 €/hab. en 2024). L'annuité de la dette (capital annuel + intérêts annuels) s'élève 1 537 553 €, soit 114 € par habitant, contre 1 567 306 €, soit 118 € par habitant en 2024.

La capacité de désendettement mesure le nombre théorique d'années d'épargne brute nécessaires au remboursement du stock de dette. C'est un des principaux indicateurs de solvabilité. Le premier seuil de vigilance s'élève à 7 années et le seuil d'alerte s'établit à 12 années. La capacité de désendettement 2025 atteint 3 années contre 2.95 années en 2024, un niveau très satisfaisant.



Graphique 5 : en 2025, le recours limité à l'emprunt et la dégradation limitée de l'épargne brute permettent d'observer une capacité de désendettement communale égale à 3 années.

Le taux de charge de la dette (le coût de l'annuité de la dette rapporté au total des recettes réelles de fonctionnement hors cessions) a diminué en 2025. Il est passé de 6,07% en 2024 à 5.84%.

Composition de la dette au 31/12/2025

La dette communale est composée à 67.30% de prêts à taux fixe et de 32.70% de prêts indexés sur le livret A.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

La taux d'intérêt annuel moyen pour le budget principal s'établit à 2.21% en 2025 contre 2.59% en 2024. Le taux moyen est faible, inférieur à celui constaté pour les communes de la strate comparable. En outre, 100% des emprunts souscrits correspondent au risque 1A défini par la charte de bonne conduite Gissler[6].

Le coefficient d'endettement 2025, soit le rapport entre le stock de dette et le total des recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) est de 0.47 avec un seuil d'alerte déterminé à 1.21. Ce ratio rapporte le stock de dette au total des recettes réelles de fonctionnement.

	2022	2023	2024	2025
Encours	14 661 588 €	**13 850 659 €**	**12 619 398 €**	12 367 391
Coefficient	0.62	**0.56**	**0.49**	0.47
Seuil d'alerte	1.21	**1.21**	**1.21**	1.21

La capacité d'autofinancement courant se calcule ainsi : la somme du capital d'emprunt remboursé pendant l'exercice et des dépenses réelles de fonctionnement est divisée par la somme des recettes réelles de fonctionnement (hors c/002). Elle s'élève à 0.89 en 2024, un ratio stabilisé depuis 4 exercices. Un coefficient supérieur à 1 indique que la commune est incapable de faire face au remboursement de sa dette avec son seul autofinancement.

	2022	2023	2024	2025
CAC	0.87	0.89	0.88	0.89

[6] https://www.collectivites-locales.gouv.fr/lemprunt-structure-et-charte-gissler

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

C. Perspectives et conclusion

En 2025, la situation des finances publiques de la France est restée dégradée. Le déficit public a atteint 152.5 milliards d'euros, soit 5.1% du PIB contre 169.6 milliards d'euros en 2024. La dette s'est élevée à 115.6% du PIB contre 113% en 2024 et 109.8% en 2023. Au regard de l'impératif de redressement des comptes publics, pour l'exercice 2026 et les suivants, la contribution des collectivités locales attendue du gouvernement devrait augmenter et se traduire par des mesures d'économies structurelles.

Dans ce contexte international et national tendu, à l'issue de l'exercice 2025, la situation budgétaire de la ville de Granville est restée saine et maîtrisée en fonctionnement, malgré une légère diminution de son épargne hors cessions. On peut également souligner un niveau important d'investissement avec l'aboutissement du projet d'aménagement du centre-ville et de l'espace Pierre et Marie Curie. Pour les exercices à venir, il convient de souligner l'importance croissante que revêt la maîtrise des dépenses d'énergie alors que les dotations de l'Etat ne cessent de diminuer en raison d'indicateurs défavorables à la commune.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ ANNEXES TABLEAU DE SYNTHESE DU BUDGET PRINCIPAL

Compte financier unique	2024	2025	Variation annuelle en € et %	
La section de fonctionnement				
013 – Atténuations de charges	204 371 €	180 485 €	- 23 886 €	-11,7%
70 – Produits des services	4 394 996 €	4 586 457 €	+191 461 €	+4,4%
73 – Impôts et taxes	1 887 676 €	1 836 376 €	- 51 300 €	-2,7%
731 – Imposition directe	14 428 267 €	14 893 979 €	+465 712 €	+3,2%
74 – Dotations et participations	3 910 200 €	3 798 771 €	- 111 428 €	-2,8%
75 – Autres produits de gestion	903 788 €	1 019 090 €	+115 302 €	+12,8%
76 – Produits financiers	67 414 €	3 565 €	- 63 849 €	-94,7%
77 – Produits exceptionnels	14 418 €	11 611 €	- 2 807 €	-19,5%
78 – Reprise de provisions	7 000 €	9 350 €	+2 350 €	+33,6%
Recettes Réelles de Fonctionnement	**25 818 129 €**	**26 339 684 €**	**+521 555 €**	**+2,0%**
011 – Charges à caractère général	5 243 687 €	5 222 448 €	- 21 239 €	-0,4%
012 – Dépenses de Personnel	13 551 070 €	14 374 668 €	+823 598 €	+6,1%
014 – Atténuations de produits	49 853 €	31 554 €	- 18 299 €	-36,7%
65 – Autres charges de gestion	2 342 154 €	2 289 759 €	- 52 395 €	-2,2%
66 – Charges financières	336 045 €	285 546 €	- 50 499 €	-15,0%
67 – Charges exceptionnelles	20 266 €	4 608 €	- 15 658 €	-77,3%
68 – Dotations aux provisions	4 000 €	3 000 €	- 1 000 €	-25,0%
Dépenses Réelles de Fonctionnement	**21 547 075 €**	**22 211 583 €**	**+664 508 €**	**+3,1%**
L'épargne communale				
Épargne de Gestion	**4 539 686 €**	**4 410 083 €**	**-129 603 €**	**-2,9%**
+ Résultat financier (76-66)	- 268 632 €	- 281 981 €	- 13 349 €	-5,0%
= Épargne brute (RRF - DRF)	**4 271 054 €**	**4 128 102 €**	**-142 953 €**	**-3,3%**
- 16 (hors 165) – remb. Dette	1 231 260 €	1 252 007 €	+20 747 €	+1,7%
Épargne nette	**3 039 794 €**	**2 876 095 €**	**-163 699 €**	**-5,4%**
L'investissement communal et son financement				
Épargne nette	*3 039 794 €*	*2 876 095 €*	- 163 699 €	-5,4%
024/775 - Produit des cessions	2 422 318 €	2 959 373 €	+537 055 €	+22,2%
10226 - FCTVA	687 409 €	1 101 555 €	+414 145 €	+60,2%
13 - Subventions d'équipement	1 833 685 €	3 311 484 €	+1 477 798 €	+80,6%
10/27/165 Autres produits	1 943 454 €	1 041 287 €	- 902 167 €	-46,4%
Financement disponible (hors emprunt)	**9 926 660 €**	**11 289 793 €**	**+1 363 133 €**	**+13,7%**
16- Nouvel Emprunt	- €	1 000 000 €	+1 000 000 €	n/a
Financement de l'investissement	**9 926 660 €**	**12 289 793 €**	**+2 363 133 €**	**+23,8%**
Dépenses Réelles d'Investissement	**8 162 400 €**	**9 758 819 €**	**+1 596 418 €**	**+19,6%**
Autres Immo. Financières et cautions	2 474 488 €	19 810 €	- 2 454 678 €	-99,2%
Variation du Fonds de roulement	- 710 228 €	2 511 164 €	+3 221 392 €	-453,6%
Le fonds de roulement et la dette				
Fonds de Roulement	**2 459 255 €**	**4 970 419 €**	**2 511 164 €**	**+102,1%**
Fdr en jours	26	54	+27	+103,3%
Stock de dette	12 619 398 €	12 367 391 €	- 252 007 €	-2,0%
Capacité de désendettement en années	**2,95**	**3,00**	**+0,04**	**+1,4%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ RATIOS DU BUDGET PRINCIPAL

Ratios	2022	2023	2024	2025	*Moy. strate*
Dépenses brutes de personnel/DRF **Dépenses nettes de personnel/DRF**	*63.27%* *54,59%*	*62.22%* *53,73%*	*62,89%* *53,94%*	**64,72%** ***54,65%***	58.45% (N/A)
DRF/hab.	1 476 €	1 578 €	1 623 €	**1 650 €**	*1 403 €*
RRF/hab.	1 802 €	1 879 €	1 944 €	**1 957 €**	*1 622 €*
Epargne brute/hab.	266 €	300 €	322 €	**307 €**	*219 €*
Taux d'épargne brute (hors cessions)	15.25%	15.99%	16,54%	**15,67%**	*13,47%*
Epargne nette (hors cessions)/hab.	175 €	209 €	229 €	**214 €**	*121 €*
Dette/hab.	1 112 €	1 047 €	950 €	**919 €**	*988 €*
Variation Dette/hab.	- 14 €	-61 €	- 93 €	**- 31 €**	*-3 €*
Capacité de désendettement (années)	4.19	3.48	2,95	**3,00**	*4,52*
Dépenses d'équipement/hab.[7]	432 €	410 €	615 €	**696 €**	*389 €*

Tous les ratios de la ville de Granville sont calculés à partir des données des comptes administratifs de l'année N et des exercices précédents. Les calculs par habitant sont effectués à partir de la population totale de la commune de Granville au 1er janvier de l'année N, telle que publiée par l'INSEE[8].

Les ratios de la moyenne de la strate sont repris depuis le site internet de l'observatoire des finances et de la gestion publique locale[9] et de l'observatoire des données publiques Finance Active (les villes normandes avec un population variant de 10 000 à 49 999 habitants).

[7] Cumul des dépenses d'équipement et des opérations pour compte de tiers (giratoire de l'hôpital)
[8] https://www.insee.fr/fr/statistiques/fichier/8290607/dep50.pdf
[9] observatoire des finances et de la gestion publique locale

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ LES ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE GRANVILLE

Participations

Pour rappel, voici les participations de la ville. En 2025, la ville n'a pas effectué d'apport en capital social.

Entité	Année d'entrée au capital	Capital social souscrit	Participation 2025
SAS Énergies granvillaises	2024	2 000 €	19 730 €[10]
SPL Nautisme 8 Miles	2023	11 100 €	
SPL Ports de la Manche	2022	37 200 €	
GIP Marité	2009	30 000 €	14 000 €

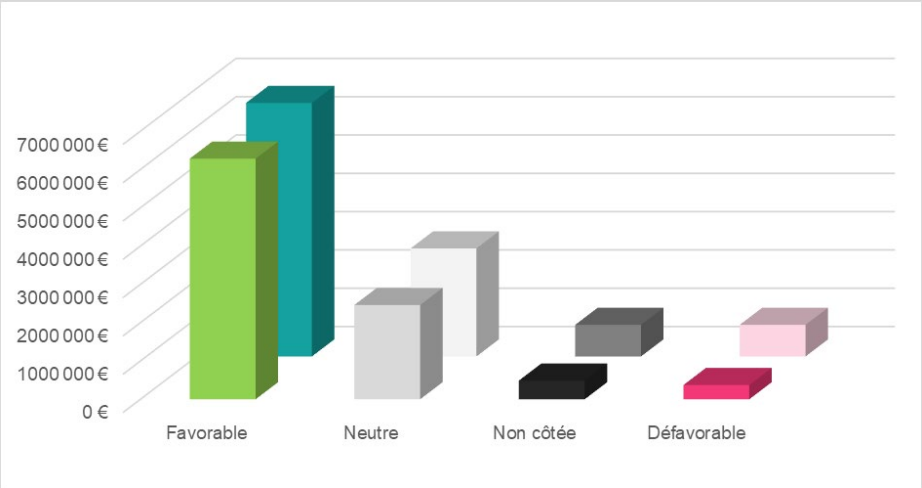
❖ ANNEXE ENVIRONNEMENTALE

Depuis l'exercice 2023, dans le cadre de la démarche « climat, air et énergie », la ville de Granville et la communauté de communes Granville Terre & Mer ont engagé une budgétisation « verte » de leurs dépenses d'équipement. Ce travail a facilité la mise en œuvre règlementaire de l'annexe environnementale à compter de 2024 pour les communes de plus de 3 500 habitants.

Annexe environnementale

Voici la prévision et la réalisation des dépenses d'équipement 2025[11], par axe d'analyse : axe 1 - atténuation du changement climatique, axe 6 - préservation de la biodiversité. Pour l'axe 1, on peut constater une augmentation des dépenses favorables qui passent de 38% en 2024 à 65% en 2025. Les dépenses neutres passent de 47% à 26%. Les dépenses défavorables atteignent 4% contre 8% et les dépenses non cotées atteignent 5% contre 8%.

Axe 1 : Atténuation du changement climatique



Axe d'analyse	Budgété	En %	Mandaté	En %	Tx de réal.
Favorable	6 620 700 €	60%	6 283 369 €	65%	95%
Neutre	2 821 339 €	25%	2 461 978 €	26%	87%
Défavorable	826 641 €	7%	372 274 €	4%	45%
Non cotée	825 820 €	7%	488 687 €	5%	59%
Total général	**11 094 500 €**	**100%**	**9 606 308 €**	**100%**	**87%**

[10] Avances en compte courant d'associés

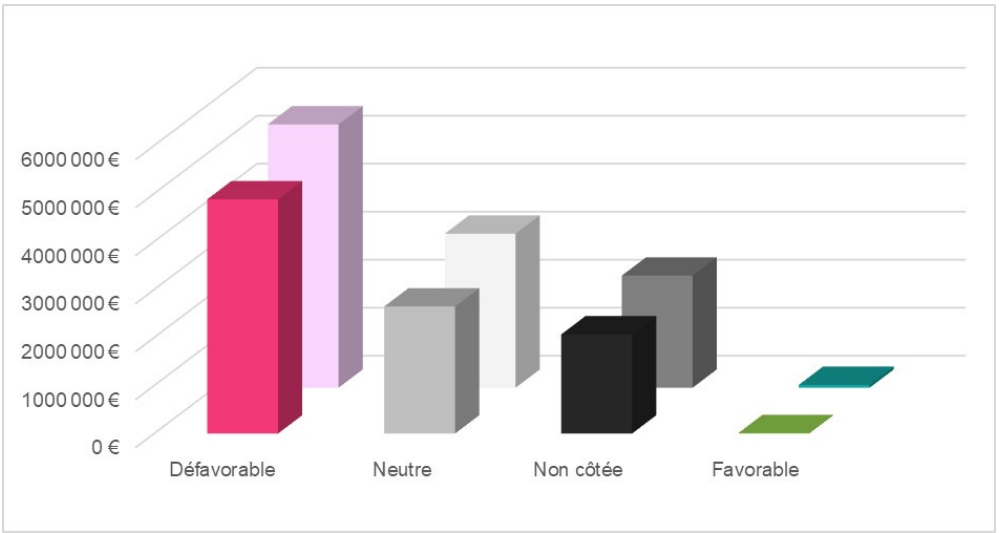
[11] Les données présentées sont issues de l'outil soldes analytiques du logiciel financier. En raison de l'intégration des mêmes données dans l'application totem, les montants présentés peuvent varier par rapport à l'annexe environnementale de la maquette du CFU 2025.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

En synthèse, voici la répartition des dépenses d'investissement par opération.

Axe atténuation du changement climatique	Budgété 2025	Mandaté
Favorable	**6 620 700 €**	**6 283 369 €**
REQUALIFICATION DU CENTRE-VILLE	4 596 900 €	4 492 289 €
POLE SOCIO-CULTUREL ET MISSION LOCALE	1 752 000 €	1 585 253 €
INVESTISSEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	27 800 €	137 784 €
MOBILITES DURABLES	90 000 €	40 304 €
PAS D'OPERATION	124 000 €	19 730 €
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	25 000 €	5 899 €
RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	5 000 €	2 110 €
Neutre	**2 821 339 €**	**2 461 978 €**
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	654 500 €	709 944 €
TRAVAUX DES BATIMENTS MUNICIPAUX	425 150 €	458 009 €
RESERVES HALLE AU BLE - AILE SUD	350 000 €	313 444 €
PAS D'OPERATION	360 000 €	192 239 €
REFECTION CASINO ET ARCHIPEL	195 000 €	190 201 €
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	173 560 €	166 011 €
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	155 529 €	159 923 €
FALAISES	140 000 €	105 800 €
INVESTISSEMENTS CULTURELS	104 400 €	104 667 €
INVESTISSEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	177 200 €	36 197 €
AVAP	37 000 €	24 396 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	1 000 €	1 147 €
MOBILITES DURABLES	48 000 €	- €
Défavorable	**826 641 €**	**372 274 €**
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	179 221 €	154 902 €
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	150 300 €	90 552 €
PAS D'OPERATION	306 000 €	88 040 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	42 680 €	32 987 €
INVESTISSEMENTS QUARTIER SAINT-NICOLAS	60 000 €	3 085 €
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	2 440 €	2 430 €
TRAVAUX DES BATIMENTS MUNICIPAUX	80 000 €	278 €
Budget Participatif	6 000 €	- €
Non cotée	**825 820 €**	**488 687 €**
SAINT-PAUL	290 000 €	268 843 €
INVESTISSEMENTS SYSTEMES D'INFORMATION	360 300 €	95 032 €
Budget Participatif	69 000 €	68 707 €
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	48 400 €	43 834 €
INVESTISSEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	13 000 €	10 772 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	1 320 €	1 499 €
PAS D'OPERATION	43 800 €	- €
Total général	**11 094 500 €**	**9 606 308 €**

Axe 2 : Préservation de la biodiversité



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Axe d'analyse	Budgété	En %	Mandaté	En %	Tx de réal.
Défavorable	5 487 541 €	49%	4 881 286 €	51%	89%
Neutre	3 209 939 €	29%	2 648 404 €	28%	83%
Non cotée	2 336 500 €	21%	2 067 114 €	22%	88%
Favorable	60 520 €	1%	9 505 €	0%	16%
Total général	**11 094 500 €**	**100%**	**9 606 308 €**	**100%**	**87%**

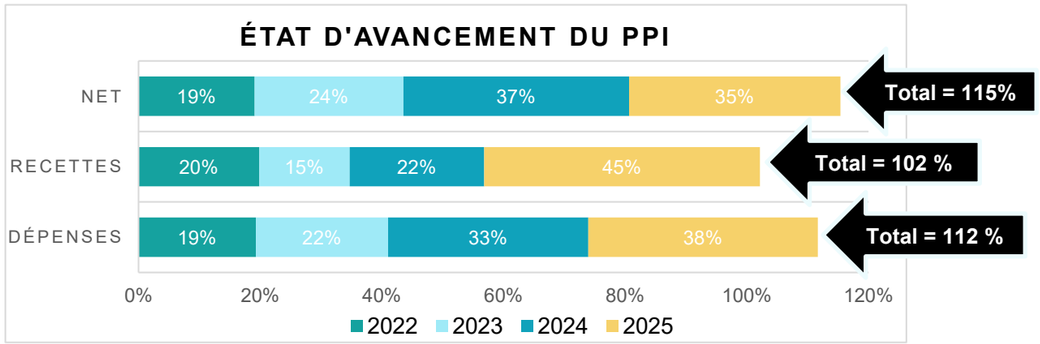
En synthèse, voici la répartition des dépenses d'investissement par opération.

Axe préservation de la biodiversité	Budgété 2025	Mandaté 2025
Favorable	**60 520 €**	**9 505 €**
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	- €	5 899 €
INVESTISSEMENTS QUARTIER SAINT-NICOLAS	60 000 €	3 085 €
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	520 €	520 €
Neutre	**3 209 939 €**	**2 648 404 €**
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	79 041 €	13 050 €
TRAVAUX DES BATIMENTS MUNICIPAUX	40 044 €	59 995 €
RESERVES HALLE AU BLE - AILE SUD	350 000 €	313 444 €
PAS D'OPERATION	190 000 €	37 371 €
REFECTION CASINO ET ARCHIPEL	195 000 €	190 201 €
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	162 819 €	162 032 €
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	11 435 €	4 434 €
FALAISES	140 000 €	105 800 €
INVESTISSEMENTS CULTURELS	104 400 €	104 667 €
INVESTISSEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	4 200 €	4 200 €
AVAP	37 000 €	24 396 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	1 000 €	1 147 €
RENOVATION ENERGETIQUE DES BATIMENTS	5 000 €	2 110 €
MOBILITES DURABLES	138 000 €	40 304 €
POLE SOCIO-CULTUREL ET MISSION LOCALE	1 752 000 €	1 585 253 €
Défavorable	**5 487 541 €**	**4 881 286 €**
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	179 221 €	154 902 €
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	150 300 €	90 629 €
PAS D'OPERATION	430 000 €	107 770 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	42 680 €	32 987 €
INVESTISSEMENTS QUARTIER SAINT-NICOLAS		
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	2 440 €	2 430 €
TRAVAUX DES BATIMENTS MUNICIPAUX	80 000 €	278 €
Budget Participatif	6 000 €	- €
REQUALIFICATION DU CENTRE-VILLE	4 596 900 €	4 492 289 €
Non cotée	**2 336 500 €**	**2 067 114 €**
SAINT-PAUL	290 000 €	268 843 €
INVESTISSEMENTS SYSTEMES D'INFORMATION	360 300 €	95 032 €
Budget Participatif	69 000 €	68 707 €
INVESTISSEMENTS SPORTIFS	59 141 €	47 812 €
INVESTISSEMENTS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC	213 800 €	180 553 €
INVESTISSEMENTS CHAUSEY	1 320 €	1 499 €
TRAVAUX DES BATIMENTS MUNICIPAUX	385 106 €	398 014 €
INVESTISSEMENTS DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL	143 574 €	154 969 €
INVESTISSEMENTS SUR L'ESPACE PUBLIC	600 459 €	696 816 €
PAS D'OPERATION	213 800 €	154 868 €
Total général	**11 094 500 €**	**9 606 308 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ LES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

La programmation pluriannuelle 2022-2025 présentée lors du DOB 2022 a été déclinée en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) conformément au règlement budgétaire et financier. Chaque opération du PPI fait l'objet d'AP/CP dont les évolutions ont été votées par le conseil municipal lors des délibérations budgétaires. Il convient d'établir le bilan de consommation des crédits au regard des objectifs du PPI et de ses évolutions. En dépenses, le taux de réalisation du PPI est de 112% au 31/12/2025 soit 27 621 972 € réalisés sur 24 735 000 € prévus au PPI initial.



	Période 2022-2025						Exercice 2025					
PPI 2022-2025	**Prévision dépenses**	**Prévision recettes**	**Prévision nette**	**Réalisé dépenses**	**Réalisé recettes**	**Réalisé net**	**Prévision dépenses**	**Prévision recettes**	**Prévision nette**	**Réalisation dépenses**	**Réalisation recettes**	**Réalisation nette**
Mobilités douces	350 000 €	- €	350 000 €	530 415 €	110 381 €	420 034 €	115 000 €	145 467 €	- 30 467 €	40 304 €	79 658 €	-39 354 €
Rénovation énergétique des bâtiments	800 000 €	110 000 €	690 000 €	1 278 295 €	564 363 €	713 932 €	70 000 €	105 000 €	- 35 000 €	2 110 €	116 061 €	-113 951 €
Eclairage public durable	1 000 000 €	320 000 €	680 000 €	923 679 €	164 426 €	759 253 €	233 000 €	80 539 €	152 461 €	184 753 €	74 475 €	110 278 €
Voie Douce (opération débutée en 2021)	1 500 000 €	430 000 €	1 070 000 €	1 366 912 €	1 370 282 €	- 3 370 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Investissements sportifs	800 000 €	200 000 €	600 000 €	1 176 761 €	232 160 €	944 601 €	250 000 €	- €	250 000 €	218 008 €	- €	218 008 €
Espace Pierre et Marie Curie	2 650 000 €	1 950 000 €	700 000 €	2 395 019 €	1 316 158 €	1 078 861 €	1 952 000 €	1 282 301 €	669 699 €	1 585 253 €	984 014 €	601 239 €
Systèmes d'information	1 200 000 €	- €	1 200 000 €	2 295 884 €	764 953 €	1 530 931 €	360 300 €	231 092 €	129 208 €	95 032 €	221 727 €	-126 695 €
Investissements Techniques	1 000 000 €	100 000 €	900 000 €	1 196 160 €	6 969 €	1 189 191 €	334 750 €	- €	334 750 €	314 825 €	- €	314 825 €
Investissements culturels	250 000 €	50 000 €	200 000 €	352 095 €	84 801 €	267 295 €	114 100 €	15 463 €	98 637 €	109 317 €	6 582 €	102 735 €
Budget Participatif	150 000 €	- €	150 000 €	68 707 €	- €	68 707 €	75 000 €	- €	75 000 €	68 707 €	- €	68 707 €
Travaux sur les bâtiments municipaux	2 200 000 €	500 000 €	1 700 000 €	1 708 322 €	141 586 €	1 566 736 €	555 150 €	43 456 €	511 694 €	458 287 €	12 209 €	446 078 €
Espaces publics durables	2 400 000 €	800 000 €	1 600 000 €	3 542 195 €	84 928 €	3 457 267 €	1 157 800 €	401 773 €	756 028 €	806 395 €	80 650 €	725 745 €
Centre-Ville	3 200 000 €	700 000 €	2 500 000 €	5 913 887 €	1 510 994 €	4 402 893 €	4 300 000 €	1 707 000 €	2 593 000 €	4 510 383 €	1 510 994 €	2 999 389 €
Requalification du quartier Saint-Nicolas	800 000 €	100 000 €	700 000 €	60 845 €	- €	60 845 €	250 000 €	- €	250 000 €	3 085 €	- €	3 085 €
Halle au Blé	2 400 000 €	650 000 €	1 750 000 €	435 515 €	44 780 €	390 734 €	250 000 €	128 019 €	121 981 €	313 444 €	- €	313 444 €
Logis du roi	250 000 €	50 000 €	200 000 €	319 917 €	38 147 €	281 770 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Falaises	1 520 000 €	300 000 €	1 220 000 €	1 921 422 €	403 123 €	1 518 299 €	245 000 €	- €	245 000 €	105 800 €	68 596 €	37 204 €
Chausey	400 000 €	30 000 €	370 000 €	464 236 €	- €	464 236 €	85 000 €	- €	85 000 €	35 633 €	- €	35 633 €
Maison du Carnaval	140 000 €	- €	140 000 €	- €	- €	140 000 €	- €	- €	- €		- €	- €
Réhabilitation Val-Es-Fleurs	300 000 €	- €	300 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
AVAP	125 000 €	40 000 €	85 000 €	90 126 €	30 105 €	60 021 €	7 000 €	27 190 €	- 20 190 €	24 396 €	- €	24 396 €
Edifice Saint-Paul	100 000 €	30 000 €	70 000 €	541 389 €	20 822 €	520 567 €	250 000 €	600 000 €	-350 000 €	268 843 €	- €	268 843 €
Archipel/Casino	1 200 000 €	600 000 €	600 000 €	1 040 190 €	221 074 €	819 116 €	220 000 €	- €	220 000 €	190 201 €	- €	190 201 €
Total transition et développement durable	**3 650 000 €**	**860 000 €**	**2 790 000 €**	**4 099 301 €**	**2 209 451 €**	**1 889 850 €**	**418 000 €**	**331 006 €**	**86 994 €**	**227 167 €**	**270 194 €**	**-43 027 €**
Total service public et intérêt général	**8 250 000 €**	**2 800 000 €**	**5 450 000 €**	**9 192 949 €**	**2 546 627 €**	**6 646 322 €**	**3 641 300 €**	**1 572 312 €**	**2 068 988 €**	**2 849 429 €**	**1 224 532 €**	**1 624 897 €**
Total vivre-ensemble et territoire	**6 400 000 €**	**1 600 000 €**	**4 800 000 €**	**9 516 927 €**	**1 595 922 €**	**7 921 005 €**	**5 707 800 €**	**2 108 773 €**	**3 599 028 €**	**5 319 863 €**	**1 591 644 €**	**3 728 219 €**
Total valorisation du patrimoine granvillais	**6 435 000 €**	**1 700 000 €**	**4 735 000 €**	**4 812 795 €**	**758 051 €**	**4 054 744 €**	**1 057 000 €**	**755 209 €**	**301 791 €**	**938 317 €**	**68 596 €**	**869 721 €**
Total	**24 735 000 €**	**6 960 000 €**	**17 775 000 €**	**27 621 972 €**	**7 110 052 €**	**20 511 921 €**	**10 824 100 €**	**4 767 300 €**	**6 056 800 €**	**9 334 776 €**	**3 154 966 €**	**6 179 810 €**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ **BUDGETS ANNEXES**

I. FOYERS DES JEUNES TRAVAILLEURS

L'analyse du budget des Foyers des Jeunes Travailleurs est réalisée à partir des dépenses et recettes réelles imputées selon les différents foyers :

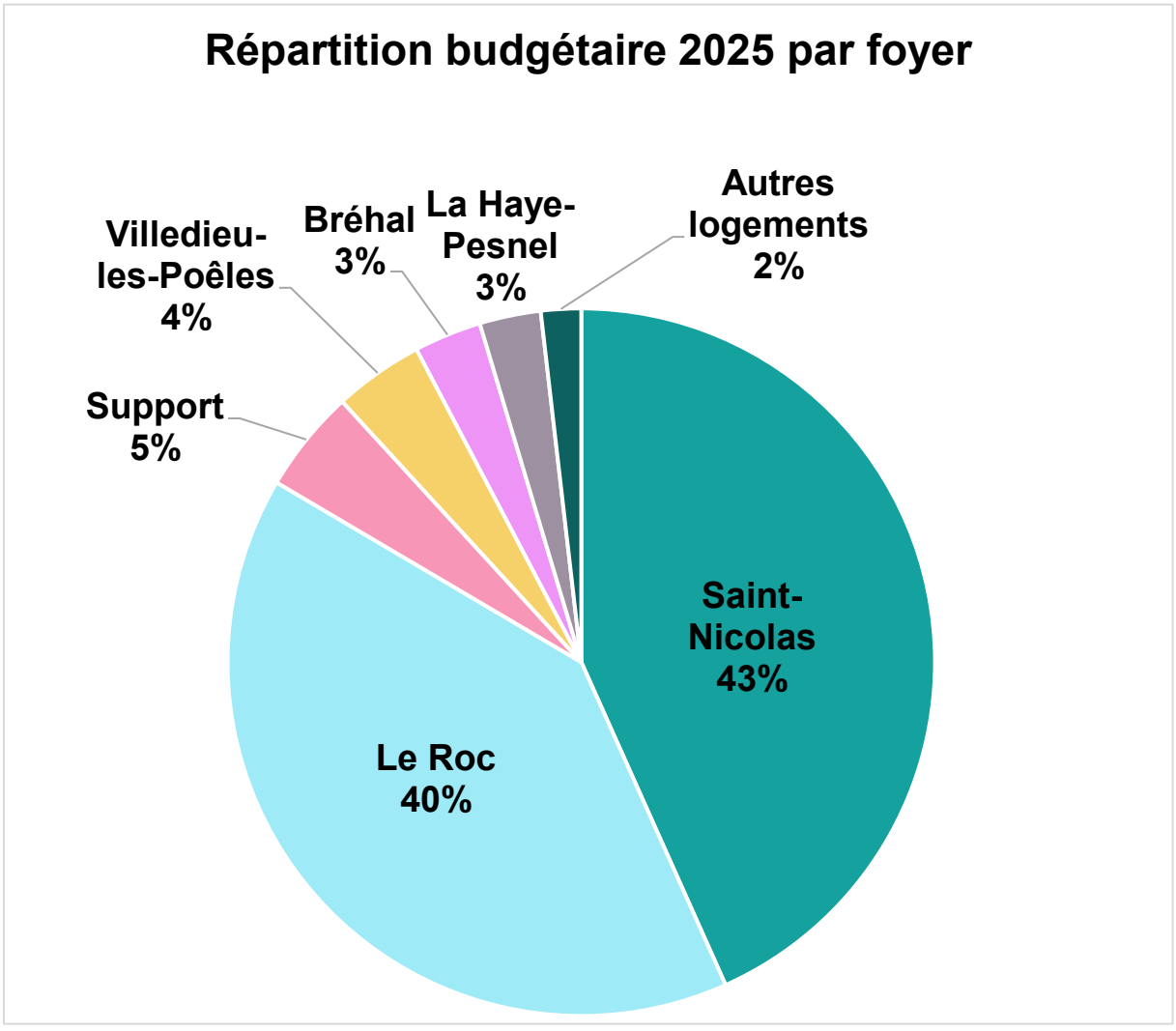
- Foyers de la commune de Granville :
  - Le Roc,
  - Saint-Nicolas,

- Foyers-satellites des communes partenaires :
  - Bréhal,
  - Villedieu-les-Poêles,
  - La Haye Pesnel.

On ajoute à ces foyers un service « support/autres logements » qui comprend notamment la subvention d'équilibre versée par la commune de Granville.

Il convient de rappeler que les budgets des foyers-satellites s'équilibrent et que chaque commune est appelée à verser une subvention d'équilibre en cas de déficit constaté.

Au total, les foyers de la commune de Granville représentent 83% du budget.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

A. La section de fonctionnement

a) Les dépenses et recettes réelles de fonctionnement

i. Focus dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement correspondent essentiellement aux charges à caractère général et aux refacturations par le budget principal du personnel mis à disposition des foyers. Elles s'établissent à 1 846 477 € en 2025 contre 1 749 568 € en 2024, soit une progression de + 96 909 € ou +5.54%.

Foyer/Service (fonctionnement)	Dépenses réelles 2023	Dépenses réelles 2024	Dépenses réelles 2025	Variation
Saint-Nicolas	723 932 €	787 589 €	**803 288 €**	+15 699 €
Le Roc	697 253 €	714 148 €	**763 224 €**	+49 076 €
Villedieu-les-Poêles	100 107 €	80 901 €	**94 517 €**	+13 616 €
La Haye-Pesnel	65 258 €	59 326 €	**67 747 €**	+8 073 €
Bréhal	63 775 €	63 030 €	**67 399 €**	+4 369 €
Service Support	47 295 €	44 574 €	**50 303 €**	+5 729 €
Total	1 697 618 €	1 749 568 €	**1 846 477 €**	**+96 909 €**

Chapitre 11 – Charges à caractère général

Elles s'élèvent à 998 888 € en 2025 contre 970 202 € en 2024, soit une progression annuelle de +28 686 € ou +2.96% qui s'explique principalement par l'augmentation du coût des fluides.

Les charges à caractère général comprennent les principaux postes suivants :

- Les facturations de repas pour 300 000 € contre 307 000 € en 2024,
- les loyers versés aux bailleurs sociaux et bailleurs privés pour 296 000 € contre 293 000 € en 2024,
- les fluides (eau, électricité) pour près de 224 000 € contre 207 000 € en 2024,
- les autres dépenses (ex : maintenance, produits d'entretien, cotisation à l'URHAJ, prestations de services, etc.) pour 178 000 € contre 163 000 € en 2024.

La répartition des charges à caractère général par FJT est la suivante :

Foyer	Répartition des charges à caractère général	En %
Saint-Nicolas	426 110 €	43%
Le Roc	407 670 €	41%
Villedieu-les-Poêles	61 444 €	6%
Bréhal	37 263 €	4%
Service Support	34 836 €	4%
La Haye-Pesnel	31 565 €	3%
Total	**998 888 €**	**100 %**

Chapitre 12 – Dépenses de personnel

Elles s'élèvent à 821 121 € en 2025 contre 752 250 € en 2024, soit une progression de +68 871 € ou +9.16%.

La répartition du personnel par FJT est la suivante :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Foyer	Répartition des dépenses de personnel	En %
Saint-Nicolas	371 678 €	45%
Le Roc	350 053 €	43%
La Haye-Pesnel	33 073 €	4%
Villedieu-les-Poêles	30 136 €	4%
Bréhal	36 181 €	4%
Total	**821 121 €**	**100%**

Chapitre 65 - autres charges de gestion courante, chapitre 67 - dépenses exceptionnelles et chapitre 68 – dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions

Les dépenses 2025 s'établissent à 26 468 € contre 27 116 € en 2024. S'agissant du chapitre 65, elles correspondent aux subventions (11 000 €) accordées à l'association La Croisée par les foyers du Roc et de Saint-Nicolas ainsi qu'à des admissions en non-valeur et créances éteintes pour un total de 1 972 €. Pour le chapitre 67, il s'agit d'opérations exceptionnelles d'annulation de titres ou de remboursement de trop-perçus pour un total de 8 495 €. Enfin, une provision règlementaire pour créances douteuses a été constituée pour un montant de 5 000 €.

ii. Focus recettes réelles de fonctionnement

Foyer/Service (hors c.002)	Recettes réelles 2023	Recettes réelles 2024	Recettes réelles 2025	Variation
Saint-Nicolas	829 489 €	889 659 €	812 757 €	- 76 902 €
Le Roc	705 668 €	715 936 €	777 939 €	+ 62 003 €
Villedieu-les-Poêles	64 025 €	70 818 €	66 734 €	- 4 084 €
Bréhal	49 695 €	52 182 €	50 906 €	- 1 276 €
La Haye-Pesnel	41 603 €	46 591 €	42 453 €	- 4 138 €
Service Support	161 565 €	191 890 €	187 083 €	- 4 807 €
Total	**1 852 044 €**	**1 967 076 €**	**1 937 872 €**	**- 29 204 €**

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à 1 937 872 € en 2025 contre 1 967 077 € en 2024, en baisse de -29 204 € ou -1.48%. Elles correspondent :

- Pour 1 343 326 € (69% des recettes) à des prestations de services (redevances, repas, jetons de laverie etc.),
- Pour 384 297 € (20% des recettes) à des subventions externes (subventions du conseil départemental, aides PSE de la CAF, subvention AGLS de la DDETS, subventions d'équilibre des communes partenaires),
- Pour 110 000 € (6% des recettes) à la subvention d'équilibre de la commune de Granville,
- Pour 80 551 € (6% des recettes) à d'autres produits (ex : reversement exceptionnel du SDEM 50, imputation de frais de gestion selon convention avec les communes partenaires, locations logements OPAH).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

iii. Les épargnes

Foyer/Service (fonctionnement)	Variation Recettes 2025	Variation Dépenses 2025	Variation nette 2025
Saint-Nicolas	- 76 902 €	+15 699 €	-92 601 €
Le Roc	+ 62 003 €	+49 076 €	+12 927 €
Villedieu-les-Poêles	- 4 084 €	+13 616 €	-17 700 €
La Haye-Pesnel	- 4 138 €	+8 421 €	-12 559 €
Bréhal	- 1 276 €	+4 369 €	- 5 645 €
Service Support	- 4 807 €	+5 729 €	-10 536 €
Total	**- 29 204 €**	**+96 909 €**	**-126 114 €**

Commentaire : on constate une variation négative de l'épargne (-126 114 € ou -58% par rapport à 2024), principalement portée par l'évolution des refacturations de personnel du budget principal au budget annexe.

Epargne du budget
Le budget annexe ne compte aucune dette. Ainsi, épargnes brute et nette se confondent quasiment. L'épargne nette diminue de -125 210 €[12] et s'établit à :

	2022	2023	2024	2025	Var. annuelle
Epargne nette	145 742 €	153 521 €	216 604 €	**91 394 €**	**-57.8%**

L'épargne nette 2025 se dégrade mais reste satisfaisante.

B. La section d'investissement

Foyer/Service	Dépenses réelles d'investissement 2025	Recettes réelles d'investissement 2025
Le Roc	14 967 €	24 057 €
Saint-Nicolas	69 817 €	17 764 €
Bréhal	1 398 €	1 454 €
Service Support (hors dette)		19 843 €
Total général	**86 181 €**	**63 118 €**

L'investissement 2025 correspond principalement :

[12] En 2024, il restait 905 € de remboursement d'une dette souscrite auprès de la CAF.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

- Au renouvellement du mobilier des foyers de Saint-Nicolas, du Roc et de Bréhal pour 63 825 €,
- Au renouvellement des équipements électroménagers pour 19 318 €,

Comme détaillées ci-dessous, les dépenses d'investissement sont financées grâce au FCTVA (19 843 €), aux subventions de la CAF et à l'autofinancement de l'année 2025.

Le financement de l'investissement et le fonds de roulement

Poste	2025
Epargne Nette (cessions comprises)	*+91 394 €*
FCTVA	*+19 843 €*
Subventions et autres recettes	*+ 43 276 €*
Emprunts réalisés	*- €*
Total du financement disponible	**+154 513 €**
Dépenses réelles d'investissement	- 86 181 €
Variation du fonds de roulement (recettes – dépenses)	**+68 331 €**

Sans recours à l'emprunt, le budget annexe dispose de 154 513 € pour financer ses investissements qui s'élèvent à 86 181 €. En 2025, le fonds de roulement a donc augmenté de +68 331 €. Au 31 décembre 2025, ce dernier s'élève à 352 802 €.

C. Perspectives et conclusion

L'exercice 2025 se caractérise par des niveaux d'épargne et d'investissement en baisse. Cependant, le fonds de roulement progresse pour atteindre 352 802 € ce qui permet d'aborder l'exercice 2026 avec sérénité.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ ANNEXES : TABLEAU DE SYNTHESE

	2024	2025	Var. En €	En %
La section de fonctionnement				
70 – Produits des services	1 338 432 €	1 343 326 €	+ 4 894 €	+0,4%
74 – Dotations et participations	513 569 €	494 297 €	- 19 271 €	-3,8%
75 – Autres produits de gestion	84 515 €	80 551 €	- 3 964 €	-4,7%
77 – Produits exceptionnels	26 562 €	16 697 €	- 9 865 €	-37,1%
78 – Reprise de provisions	4 000 €	3 000 €	- 1 000 €	-25,0%
Recettes Réelles de Fonctionnement	1 967 077 €	1 937 872 €	- 29 205	-1.5%
011 – Charges à caract. gén.	970 202 €	998 888 €	+28 686 €	+3,0%
012 – Dépenses de Personnel	752 250 €	821 121 €	+68 871 €	+9,2%
65 – Autres charges de gestion	18 185 €	12 973 €	- 5 212 €	-28,7%
67 – Charges exceptionnelles	5 931 €	8 495 €	+2 564 €	+43,2%
68 – Dotations aux provisions	3 000 €	5 000 €	+2 000 €	+66,7%
Dépenses Réelles de Fonctionnement	1 749 568 €	1 846 477 €	+96 910 €	+5,5%
L'épargne communale				
Épargne de Gestion	217 509 €	91 394 €	-126 114,8 €	-58,0%
+ Résultat financier (76-66)	-	-	-	-
= Épargne brute (RRF - DRF)	217 509 €	91 394 €	-126 115 €	-58,0%
- 16 (hors 165) – remb. Dette	905 €	- €	- 905 €	-100,0%
Épargne nette	216 604 €	91 394 €	-125 210 €	-57,8%
L'investissement communal et son financement				
Épargne nette	*216 604 €*	*91 394 €*	-125 210 €	-57,8%
10226 - FCTVA	22 552 €	19 843 €	-2 709 €	-12,0%
13 - Subventions d'équipement	- €	43 276 €	+43 276 €	n/a
Financement disponible	239 156 €	154 513 €	-84 643 €	-35,4%
Financement de l'investissement	239 156 €	154 513 €	-84 643 €	-35,4%
Dépenses Réelles d'Investissement	146 978 €	86 181 €	-60 796 €	-41,4%
Variation du Fonds de roulement	92 178 €	68 331 €	-23 847 €	-25,9%
Le fonds de roulement et la dette				
Fonds de Roulement	284 471 €	352 802 €	+68 331 €	+24 %
Fdr en jours	54	66	+12	+21.8%
Stock de dette	-	-	-	-
Capacité de désendettement	-	-	-	-

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

II. BUDGET DU SERVICE COMMUN DE LA DIRECTION DES SYSTEMES NUMERIQUES (DSN)

Le budget annexe du service commun de la direction des systèmes numériques (DSN) a été instituée par délibération du 25 juin 2024. Il individualise les dépenses et les recettes portées par la direction des services numériques qui est devenue un service commun le 1er janvier 2026.

Les dépenses comprennent toutes les dépenses numériques de la ville de Granville, réalisées pour elle-même ou pour l'ensemble des membres adhérents par convention. Cette mutualisation permet : de réaliser des économies d'échelle par le regroupement des achats, d'harmoniser les pratiques par la création d'une culture commune, de renforcer la sécurité numérique à l'échelle de la commune et de l'intercommunalité par la définition d'une stratégique commune.

Les recettes concernent principalement les refacturations de frais aux membres selon les conventions en vigueur. Le budget peut également bénéficier du FCTVA, de subventions de fonctionnement ou d'investissement.

Pour l'exercice 2025, les partenaires de la DSN sont :

- La commune de Granville,
- Le CCAS de Granville,
- L'EPIC Archipel,
- La communauté de communes Granville Terre et Mer,
- L'office de tourisme intercommunal,
- Le SMAAG,
- Le SMPGA,
- La commune de Donville-les-Bains,
- Le SIVU du camping de Granville - Donville,
- L'association Présence de Christian Dior.

L'exercice 2025 permet de constater une première exécution de ce budget dans un format de préfiguration particulier. Au 31 décembre, deux membres ont choisi de ne pas recourir au service commun : le SMPGA et la ville de Donville-les-Bains.

A. La section de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement s'élèvent à 977 028 €. Elles se déclinent en 446 061 € de charges à caractère général, 457 335 € de frais de personnel et 73 632 € d'autres charges de gestion courante.

Les recettes réelles de fonctionnement atteignent 991 289 €. Elles ne comprennent que des produits des services imputés au chapitre 70.

Les deux tableaux suivants permettent de constater la répartition des recettes réelles de fonctionnement par adhérent ainsi que l'état des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre et nature.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

Les dépenses réelles de fonctionnement 2025

Chapitre/Nature	Montant TTC	En %
011 - charges à caractère général	**446 061 €**	**45,7%**
6156 - Maintenance	246 672 €	
6262 - Frais de communication	133 837 €	
61558 - Autres biens mobiliers	22 335 €	
617 - Etudes et recherches	13 452 €	
6281 - Cotisations	13 068 €	
6188 - Autres frais divers	9 037 €	
61358 - Autres	2 913 €	
6064 - Fournitures administratives	2 395 €	
60632 - Fournitures de petit équipement	1 065 €	
6161 - Assurances	635 €	
60622 - Carburants	325 €	
6182 - Documentation générale et technique	316 €	
6261 - Frais d'affranchissement	9 €	
627 - Services bancaires	2 €	
012 - dépenses de personnel	**457 335 €**	**46,8%**
6211 - Personnel affecté par la collectivité	457 335 €	
65 - autres charges de gestion courante	**73 632 €**	**7,5%**
65818 - Autres	72 440 €	
65811 - Droits d'utilisation informatique en nuage	1 192 €	
Dépenses Réelles de fonctionnement	**977 028 €**	**100%**

Les charges à caractère général représentent 46% des dépenses réelles de fonctionnement. Les dépenses de personnel s'élèvent à 47% et les autres charges à 8%.

Les recettes réelles de fonctionnement 2025

Adhérent à la DSN	Montant TTC	En %
Ville de Granville	492 829 €	50%
Granville Terre et Mer	309 015 €	31%
Ville de Donville-les-Bains	42 906 €	4%
SMPGA	37 706 €	4%
CCAS de Granville	20 841 €	2%
SMAAG	20 522 €	2%
Office de Tourisme Intercommunal	18 022 €	2%
Foyers des Jeunes Travailleurs	17 106 €	2%
EPIC Archipel	12 063 €	1%
Association Présence de Christian Dior	9 487 €	1%
CCAS de Granville - les Herbiers	8 837 €	1%
SIVU du camping Granville-Donville	1 889 €	0%
Budget Locations de Salles	64 €	0%
Recettes réelles de fonctionnement	**991 289 €**	**100%**

Le tableau permet de constater que le budget principal de la ville de Granville représente 50% des dépenses réelles de fonctionnement refacturées. La communauté de communes représente 31%. En ajoutant leurs budgets annexes, la ville de Granville et la communauté de communes (hors établissements publics) représentent 83% des recettes refacturées.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

B. La section d'investissement

En 2025, les dépenses réelles d'investissement s'élèvent à 525 182 €. Elles comprennent : les frais de licence (annuité Microsoft, licences adobe, licence Meraki, etc.) pour 402 626 €, le matériel informatique scolaire et non scolaire pour 61 764 €, l'acquisition de solutions et logiciels pour 32 179 €, le matériel de téléphonie pour 15 960 €, l'achat de mobilier pour 12 652 €.

Les recettes réelles correspondent uniquement à la facturation du 1er semestre 2025. Les recettes du 2nd semestre sont inscrites en restes à réaliser.

Les deux tableaux suivants permettent de constater, par adhérent au service, la répartition des dépenses et des recettes réelles d'investissement de l'exercice 2025.

Les dépenses réelles d'investissement 2025

Adhérent à la DSN	Montant TTC	En %
Ville de Granville	286 820 €	54,6%
Granville Terre et Mer	141 232 €	26,9%
Ville de Donville-les-Bains	23 138 €	4,4%
Office de Tourisme Intercommunal	15 330 €	2,9%
SMPGA	15 305 €	2,9%
CCAS de Granville - les Herbiers	14 404 €	2,7%
SMAAG	7 583 €	1,4%
CCAS de Granville	7 271 €	1,4%
EPIC Archipel	6 571 €	1,3%
Association Présence de Christian Dior	4 031 €	0,8%
AFJT	2 780 €	0,5%
SIVU du camping Granville-Donville	716 €	0,1%
Dépenses réelles d'investissement	**525 182 €**	**100,%**

Les recettes réelles d'investissement 2025

Adhérent à la DSN	Montant TTC	En %
Ville de Granville	29 950 €	71,0%
Granville Terre et Mer	6 741 €	16,0%
Foyers des Jeunes Travailleurs	1 691 €	4,0%
Ville de Donville-les-Bains	978 €	2,3%
CCAS de Granville	916 €	2,2%
CCAS de Granville - les Herbiers	907 €	2,1%
SMPGA	430 €	1,0%
Office de Tourisme Intercommunal	355 €	0,8%
SMAAG	187 €	0,4%
EPIC Archipel	21 €	0,1%
SIVU du camping Granville-Donville	19 €	0,0%
Association Présence de Christian Dior	17 €	0,0%
Recettes réelles d'investissement	**42 212 €**	**100%**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

C. Perspectives et conclusion

En intégrant les dotations aux amortissements et les restes à réaliser en dépenses et recettes, on constate un résultat cumulé déficitaire de -100 003.96 €. Ce déficit devra être couvert par les différents membres du service.

La création du service commun au 1er janvier 2026 va modifier les modalités de gestion du budget annexe de la DSN avec une analyse des dépenses par « pack » de service. On peut néanmoins constater que la création du budget annexe permet d'identifier la quote-part de financement de la DSN par chaque membre.

La question de l'atteinte de l'équilibre du budget annexe se posera à compter de l'exercice 2026.

❖ ANNEXES : TABLEAU DE SYNTHESE

	2025
La section de fonctionnement	
70 – Produits des services	991 289 €
Total Recettes Réelles de Fonctionnement	**991 289 €**
011 – Charges à caractère général	446 061 €
012 – Dépenses de Personnel	457 335 €
65 – Autres charges de gestion	73 632 €
Total Dépenses Réelles de Fonctionnement	**977 028 €**
L'épargne communale	
Épargne de Gestion	**14 261 €**
+ Résultat financier (76-66)	-€
= Épargne brute (RRF - DRF)	**14 261 €**
- 16 (hors 165) – remb. Dette	-€
Épargne nette	**14 261 €**
L'investissement communal et son financement	
Épargne nette	*14 261 €*
13 - Subventions d'équipement	42 212 €
financement disponible (hors emprunt)	**56 473 €**
Dépenses Réelles d'Investissement	**525 182 €**
Variation du Fonds de roulement	-468 708 €
Le fonds de roulement et la dette	
Fonds de Roulement	**- 468 708 €**
Fdr en jours	- 112
Stock de dette	-
Capacité de désendettement	**-**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

III. BUDGET LOCATIONS IMMOBILIERES

Ce budget est assujetti à la TVA. La ville récupère ainsi la TVA sur toutes les charges et collecte puis reverse la TVA sur les produits encaissés (hors subventions et emprunts). Les crédits sont donc inscrits en hors taxes dans le budget (hormis ceux qui n'entreraient pas dans le champ d'application de la TVA).

Ce budget a pour objet la gestion des salles municipales, des cabines de bain, du presbytère Saint Nicolas et d'un local commercial dont la ville est propriétaire. Les dépenses et les recettes liées à la location des gîtes de Chausey sont comptabilisées dans le budget principal de la Ville.

Ce budget n'a pas d'endettement à ce jour. Les dépenses d'investissement sont totalement autofinancées par les recettes d'amortissement. Il ne bénéficie d'aucune subvention d'équilibre de la part du budget principal.

A. La section de fonctionnement

Elle s'établit comme suit.

Section de fonctionnement	CA 2022	CA 2023	CA 2024	CA 2025	Var CA/CA
Charges à caractère général	44 113 €	46 999 €	46 650 €	65 410 €	+37.3%
Charges de personnel	7 500 €	7 113 €	8 500 €	15 611 €	+83.7%
Charges exceptionnelles	-	1 203 €	-	-	-
Dépenses réelles de fonctionnement	**51 613 €**	**55 314 €**	**56 150 €**	**81 021 €**	**+44.3%**
Produits des services, du domaine	54 705 €	58 013 €	62 257 €	61 065 €	-1.9%
dont cabines	*46 187 €*	*50 053 €*	*51 832 €*	*51 591 €*	*-0.5%*
dont extérieurs	*8 056 €*	*7 833 €*	*9 842 €*	*8 652 €*	*-12.1%*
dont salles	*462 €*	*127 €*	*583 €*	*822 €*	*+41.1%*
Autres produits de gestion courante	23 625 €	36 283 €	35 129 €	37 683 €	+7.3%
Produits exceptionnels	330 €	-	-	-	-
Recettes réelles de fonctionnement	**78 330 €**	**94 296 €**	**97 386 €**	**98 748 €**	**+1.4%**
Epargne nette	27 047 €	38 982 €	41 236 €	17 727 €	- 57%

Comme on peut le constater, le produit 2025 des locations diminue légèrement par rapport à 2024 (-1.9%), notamment les locations de cabines (-0.5%).

In fine, la section de fonctionnement 2025 génère une épargne nette de 17 727 € contre 41 236 € en 2024, en baisse de -57%.

B. La section d'investissement et le fonds de roulement

Les dépenses réelles d'investissement ont été les suivantes : l'achat d'électroménager salle du Plat Gousset et un diagnostic amiante et plomb salle du Hérel pour un total de 2 217 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

La variation du fonds de roulement d'établit ainsi :

Poste	2025
Epargne Nette (cessions comprises)	*17 727 €*
Total du financement disponible	+17 727 €
Dépenses réelles d'investissement	- 2 217 €
Variation du fonds de roulement (recettes – dépenses)	+15 510 €

C. Perspective et conclusion

En 2025, la consommation budgétaire du budget annexe des locations immobilières s'avère maîtrisée malgré une épargne en baisse mais avec un fonds de roulement conforté qui s'élève à 106 273 €.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ ANNEXES : TABLEAU DE SYNTHESE

	2024	2025	Var. En €	En %
La section de fonctionnement				
70 – Produits des services	62 257 €	61 065 €	- 1 191 €	-1.9%
75 – Autres produits de gestion	35 129 €	37 683 €	2 553 €	+7,3%
Rec. Réelles de Fonctionnement	97 386 €	98 748 €	1 362 €	+1,4%
011 – Charges à caract. gén.	47 650 €	65 410 €	17 761 €	+37,3%
012 – Dépenses de Personnel	8 500 €	15 611 €	7 111 €	+83,7%
Dép. Réelles de Fonctionnement	56 150 €	81 021 €	24 872 €	+44,3%
L'épargne communale				
Epargne de Gestion	41 236 €	17 726 €	-23 510 €	-57,0%
+ Résultat financier (76-66)	- €	- €	- €	
= Epargne brute (RRF - DRF)	41 236 €	17 726 €	-23 510 €	-57,0%
- 16 (hors 165) – remb. Dette	- €	- €	- €	
Epargne nette	41 236 €	17 726 €	-23 510 €	-57,0%
L'investissement communal et son financement				
Epargne nette	41 236 €	17 726 €	-23 510 €	-57,0%
Financement disponible	41 236 €	17 726 €	-23 510 €	-57,0%
Dépenses Réelles d'Investissement	7 301 €	2 217 €	- 5 084 €	-69,6%
Variation du Fonds de roulement	33 935 €	15 510 €	-18 425 €	-54,3%
Le fonds de roulement et la dette				
Fonds de Roulement	90 763 €	106 273 €	15 510 €	17,1%
Fdr en jours	515	460	-55	-10,7%
Stock de dette	-	-	-	-
Capacité de désendettement	**-**	**-**	**-**	**-**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
050-215002189-20260626-2026-06-DL-36-BF
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 02/07/2026

❖ GLOSSAIRE

Autorisation de Programme et Crédit de paiement (AP/CP) : l'autorisation de programme comprend un ensemble homogène de dépenses d'investissement (ex : les travaux de l'Espace Pierre et Marie Curie). Par délibération du conseil municipal, elle permet l'engagement de dépenses pluriannuelles d'investissement jusqu'à leur utilisation, révision ou annulation. Voté par le conseil municipal, un crédit de paiement autorise la consommation annuelle des crédits d'une autorisation de programme.

Capacité de désendettement : elle se calcule en divisant le stock de dette par l'épargne brute. Elle permet d'estimer le nombre d'années nécessaires au remboursement de la dette communale. Une capacité inférieure à 7 années est considérée comme saine. Un ratio supérieur à 12 années peut être considéré comme problématique.

Epargne brute : ce ratio correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement (Epargne brute = Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement).

Epargne nette : elle exprime le financement dégagé par la section de fonctionnement une fois l'annuité du capital d'emprunt remboursé (Epargne nette = Recettes Réelles de Fonctionnement – Dépenses Réelles de Fonctionnement – Remboursement annuelle du capital d'emprunt). Comme pour l'épargne brute, elle peut être calculée en intégrant ou retirant le produit des cessions immobilières. On peut également retraiter certaines dépenses ou recettes exceptionnelles pour faciliter la comparaison entre exercices budgétaires.

FCTVA : Mécanisme de reversement annuelle de la TVA par l'Etat aux collectivités locales. Il s'applique principalement aux dépenses d'investissement. Le taux forfaitaire de reversement s'élève à 16.404%. Pour la ville de Granville, le reversement a lieu sur les dépenses de l'année précédente (N-1).

Financement disponible : c'est le total des ressources (hors emprunt) dont dispose la commune pour investir après avoir payé ses charges et remboursé sa dette (soit : épargne nette, cessions immobilières, subventions d'investissement, FCTVA, taxe d'aménagement, autres produits).

Financement de l'investissement : c'est la somme du financement disponible et des emprunts mobilisés pendant l'exercice.

Fonds de Roulement : L'ensemble des dépenses d'investissement s'apparente à des emplois (dépenses d'équipement, remboursements de dettes, autres...). Parallèlement, l'ensemble des moyens financiers dont dispose la collectivité constitue des ressources (CAF, plus-values de cession, dotations et subventions, emprunts, etc.). Le solde entre le total des ressources et le total des emplois représente l'impact sur le Fonds De Roulement (FDR).

Fonds de Roulement en jours : il correspond au rapport, exprimé en jour, entre le fonds de roulement et les dépenses réelles de l'exercice ; Fdr en jours = (fonds de roulement/dépenses de l'exercice) x 360.

Taux d'épargne brute : c'est le rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement (souvent hors cessions). Exprimé en %, un ratio inférieur à 10% est considéré comme faible, un ratio supérieur à 15% est considéré comme satisfaisant.